

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA DÉMOCRATIE ATHÉNIENNE

Son origine, son évolution
et sa constitution définitive au "Siècle de Périclès"

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 Mars 1935, à 14 heures

PAR

N. D'ANDRIA

DIPLOMÉ DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

PRÉSIDENT : M. BARTHÉLÉMY, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. PETOT, Professeur.

M. GRANDCLAUDE, Professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & Cie

160, RUE SAINT-JACQUES

1935



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550401_0023

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA DÉMOCRATIE ATHÉNIENNE

Son origine, son évolution
et sa constitution définitive au “ Siècle de Périclès ”

A MES PARENTS

Témoignage de filiale reconnaissance.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA DÉMOCRATIE ATHÉNIENNE

Son origine, son évolution
et sa constitution définitive au "Siècle de Périclès"

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 Mars 1935, à 14 heures

PAR

N. D'ANDRIA

DIPLÔMÉ DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

PRÉSIDENT : M. BARTHÉLÉMY, Professeur.
SUFFRAGANTS : M. PETOT, Professeur.
M. GRANDCLAUDE, Professeur.

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1935



INTRODUCTION

*« La constitution qui nous régit n'a rien à
« envier aux autres peuples ; elle leur sert de
« modèle et ne les imite point. Son nom est
« démocratie, parce qu'elle vise l'intérêt, non
« d'une minorité, mais du plus grand nombre ».*

(Thucydide, II, 36-41).

Les sources du droit grec et la conception du droit chez les Hellènes.

L'insuffisance des matériaux juridiques avait rendu jusqu'en ces derniers temps l'étude de l'ancien droit hellénique extrêmement difficile. Nos deux principales sources en cette matière étaient les plaidoyers des orateurs athéniens Isée, Démosthène, Lysias et Hypéride, pour ne citer que les principaux et les philosophes, historiens et moralistes, parmi lesquels il faut mentionner Hérodote, Thucydide, Xénophon, Platon, Aristote et aussi Plutarque. A ces sources essentielles, il faut ajouter des lexicographes et compilateurs de l'ère chrétienne, tels que Pollux, Harpocraton, Athénée et Stobée, enfin les scolastes ou commentateurs des auteurs grecs de l'époque classique. Ces documents sont excessivement importants parce que leurs au-

teurs ont connu des œuvres et des manuscrits, perdus actuellement, de l'époque antérieure.

L'étude de ce droit se précise avec les découvertes épigraphiques : ces inscriptions ont renouvelé les études de droit grec sur tous les points. En ces dernières années, l'importante reconstitution de la loi civile et criminelle de la cité de Gortyne, en Crète, dont on avait trouvé un premier fragment en 1857 et qui a été mise à jour et déchiffrée tout entière en 1884, combla d'importantes lacunes. Enfin, l'œuvre d'Aristote « Ἀθηναίων Πολιτεία », la *Constitution d'Athènes*, mise à jour en 1891, a contribué à ériger l'étude du droit grec en science et à lui faire prendre place dans l'ensemble des sciences historiques et philosophiques.

On a dit que le droit grec n'a pas eu le développement complet et systématique qu'a eu le droit romain et qu'il n'est pas arrivé à constituer une science. C'est une vérité toute relative. S'il est vrai, d'une part, qu'en Grèce, chaque ville avait ses lois propres, il est juste de constater, d'autre part, qu'il y avait partout un fonds commun à l'origine, un droit coutumier d'essence aristocratique, coordonné à différentes époques et en différents lieux par des législateurs plus ou moins légendaires. A Sparte, par exemple, la législation a été et est restée toujours, en un sens, primitive et coutumière et Zaleucos qui donna un code à Locres (663), Pittacos de Mitylène, Charondas qui, vers la même époque, en donna un à Catane, promulguent des lois qu'ils prétendent être d'inspiration divine.

La division de l'antique Hellade en cités rivales fut l'obstacle permanent à la constitution d'une codification des lois unique et générale ; elle n'empêcha pas, néanmoins, l'établissement d'institutions politiques admirables.

Est-il possible, dit à ce propos M. Glotz (*La Cité Grecque*,

p. 298), qu'Athènes « n'ait pas mis sur ses lois et sa jurisprudence comme sur le reste, l'empreinte de sa raison et de son sens pratique ? Quand on l'apprécie comme on fait, on compare le droit attique, volontairement ou non, au droit romain ; au fond, on reproche à un droit en pleine période de transition de n'être pas complètement évolué. Il est des critiques qui sont des éloges. Cette absence d'unité, ce manque à l'esprit de système, cette inconstance des principes et des règles qui en découlent, tout cela n'aurait pas existé si Athènes, au lieu de rester superstitieusement fidèle aux vieilles coutumes et aux vieilles lois, n'avait pas continuellement distingué ce qui devait être conservé intact de ce qui devait être renouvelé. C'est sa gloire d'avoir été, au v^e siècle, une fournaise ardente d'où sortaient chaque jour les idées que martelaient et façonnaient poètes et philosophes ».

C'est au théâtre ou dans les écoles de sophistes que se débattent les grandes questions de droit. Ces poètes, ces historiens, ces philosophes déterminent nettement la conception d'une loi naturelle (*νόμος τῆς φύσεως*), non seulement spéciale au genre humain, mais que reconnaissent encore les animaux (Démosthène, Contre Aristogiton I, 65). Les lois naturelles sont des lois non écrites (*ἄγραφοι νόμοι*) par opposition aux lois écrites (*γεγραμμένοι νόμοι*). Leur autorité est cependant de beaucoup supérieure à celle des secondes. Xénophon, dans ses *Mémoires* (IV, 4), nous explique que « les lois ne sont pas d'institution humaine ; elles sont d'origine divine et ceux qui violent un de ces préceptes venus des dieux, subiront fatalement une peine, au lieu que ceux qui se bornent à transgresser les lois humaines peuvent quelquefois échapper à toute punition ».

Dès le v^e siècle, le tragique Sophocle signale cette oppo-

sition entre les lois prescrites par les dieux et celles émanées d'un législateur. « Elles n'ont pas besoin d'être écrites, » dit-il, et ne peuvent être abrogées. Elles n'existent ni « d'aujourd'hui ni d'hier, mais elles ont toujours existé. « Nul ne saurait dire quand elles ont apparu » (*Antigone*, 450 à 457).

Aussi, les Grecs ont appliqué à la conception du droit la doctrine du relativisme, de la relativité de toutes choses humaines, exprimée par Protagoras, contemporain de Sophocle, en cette sentence : Πάντων μέτρον ἄνθρωπος, l'homme mesure de toutes choses.

Le droit naturel converti en droit coutumier non écrit subsista longtemps dans les cités grecques à côté du droit positif et c'est surtout à Sparte que le phénomène est le plus remarquable. Les lois criminelles n'y furent pas codifiées, elles ne furent pas non plus rédigées isolément. Le vieil adage que Plutarque attribue à Lycurgue, personnage légendaire, μὴ χρῆσθαι νόμοις ἐγγράφεις, ne pas user des lois écrites (Plutarque, *Vies Parallèles*, *Lycurgue*, 13) n'est pas un principe exclusivement spartiate. Même à Athènes, vers la fin du v^e siècle, les héliastes étaient obligés, pour le cas où ils auraient à statuer sur une question non prévue par la loi écrite, d'adopter l'opinion qui leur paraîtrait la plus conforme à la justice, c'est-à-dire à la loi naturelle non écrite. Περὶ ὧν μὴ νόμοι εἰσὶ γνώμη τῇ σικαιοτάτῃ ψίφη εἶσθαι (Démosthène, *Contre Leptine*).

Les Grecs ont éprouvé les mêmes besoins que nous et ils y ont pourvu par des solutions en harmonie adéquate, conforme à leur mentalité particulière. Cette mentalité, de l'aveu de tous, a été exceptionnelle. Elle a éclairé la route par laquelle l'humanité a depuis marché vers la lumière.

On demandait un jour à Solon s'il croyait avoir donné à

sa patrie la constitution la meilleure. « Non, répondit-il, je « lui ai donné la constitution qui lui convenait le mieux ». Le grand législateur athénien avait compris que les lois, si parfaites qu'on les suppose, ne sauraient prétendre à l'immutabilité et à la perpétuité. Bien avant Protagoras, il s'était rendu compte qu'il ne faut accorder aux formes de gouvernement et aux lois qui les régissent qu'un mérite tout relatif. Les législations antérieures au VI^e siècle s'étaient proclamées infaillibles, issues prétendument de la religion dont elles avaient le caractère rigoriste et inflexible. Etant convaincu de la nature temporaire de sa législation, de toute législation, Solon souhaita que ses concitoyens observassent ses préceptes au moins pendant cent ans (Plutarque, *Vies Parallèles, Solon*, 25). Il avait envisagé le cas général qui consiste à faire opportunément des concessions et des modifications conformes aux besoins, aux mœurs, aux intérêts des hommes de chaque époque et il avait édicté des mesures pour que ces changements s'opérassent avec sagesse et prudence. Le droit, en effet, n'est pas un être abstrait, il a un support humain ou, si l'on veut, pour parler grec, une hypostase. Il doit donc être soumis à des modifications et à des vicissitudes. Son évolution ne peut s'expliquer qu'en fonction des groupes humains, des sociétés dont il est le reflet le plus authentique.

La postérité a donné raison au grand Athénien. La législation solonienne que nous allons exposer ici est, malgré ses imperfections, le point de départ, la première et décisive étape vers l'épanouissement de la démocratie à la période classique de la Grèce.

CHAPITRE PREMIER

Le droit primitif et les origines de la famille et du génos.

1. — Le droit primitif et la religion.

Dans toutes les sociétés demeurées à l'état primitif ou encore insuffisamment évoluées, le droit reste en relation étroite avec la religion. En Grèce, le droit a la même origine qu'en tout autre pays. Les premiers Achéens qui s'établirent sur le sol qui, plus tard, s'appellera l'Hellade, avaient conservé des croyances primitives de leurs ancêtres éloignés, aux époques reculées où ceux-ci erraient dans les forêts et les steppes du nord de l'Asie et de l'Europe. C'est dans cette mentalité primitive qu'il faut chercher l'origine du droit chez les Grecs. Or, dans une pareille mentalité, c'est l'idée du surnaturel qui domine et dirige les conceptions et les émotions. Les toutes premières sociétés se constituent en vertu de la croyance que l'ordre, la paix, la moralité et la légalité sont contenus dans les principes du surnaturel et en découlent. Ainsi, les relations des individus entre eux, celles de la société et des individus sont régies idéalement par cette législation primitive dont les lois ne sont que les rapports mêmes dérivant de la commune nature des êtres humains.

Chez la plupart des peuples de l'antiquité qui vivaient

sous le régime théocratique (Égyptiens, Babyloniens, Hébreux, Indous) le droit resta toujours subordonné à la religion ; en Grèce, la scission entre la religion et le droit s'opéra très tôt. Les Hellènes s'affranchirent de très bonne heure de la domination accablante que la religion exerça dans les théocraties orientales. Chez les Grecs, il n'y eut pas de religion proprement dite, il n'y eut seulement que des croyances très générales. On ne voit ni influence profonde sacerdotale, ni fanatisme superstitieux et les prêtres ne formèrent jamais, à part les mystères, des collèges ou des castes fermés. L'esprit grec, épris de liberté, de pensée et de raison pénétrante, se libéra, probablement dès la période homérique, de l'emprise des croyances non justifiées par la puissance de la logique.

La philosophie ionienne du vi^e au v^e siècle avant notre ère active le mouvement séparatiste et prélude aux brillantes éclosions des idées conçues au cours des siècles et propagées à l'époque classique, ainsi que, plus tard, par les Ecoles célèbres d'Alexandrie qui atteignent le point culminant de la sagesse et de la science antiques.

Entre les débuts du droit grec et son apogée qui fut l'épanouissement de la démocratie, il n'y a pas de fossé infranchissable. L'évolution juridique se poursuit presque sans solution de continuité et, alors que l'histoire complète des institutions et des idées en Grèce se trouve interrompue par ce que l'on a appelé le *Moyen Age grec* qui va des temps épiques du xii^e siècle à l'institution des Olympiades, en 776 environ, l'histoire du droit fait ici exception.

Nous pouvons suivre son développement depuis Homère, dans l'Iliade et l'Odyssée, au ix^e siècle, jusqu'au vii^e et au vi^e siècle, époque où les grands législateurs Dracon, Solon, Lycurgue, accomplirent leur œuvre.

Cette libération plus complète de l'individu, dans certaines cités de la Grèce, fut la raison profonde de la prééminence des cités démocratiques et de leur supériorité sur les cités oligarchiques. La démocratie, comme toute institution humaine, est une expression sociale et c'est Athènes qui nous offre cette expression bienfaisante et émancipatrice, s'épanouissant en une floraison splendide dans les lettres et dans les arts, plus tard dans la science et dans la philosophie. C'est là encore un des multiples aspects du miracle grec.

2. — *Les origines de la famille et du génos.*

Toutes les institutions civiles et politiques ont pour origine le besoin des individus de vivre ensemble. Le premier groupement, la première communauté persistante parce que naturelle, a pour base une forme essentielle d'union, le groupement naturel qui est constitué par l'association du mari et de la femme. De là l'origine de la famille.

C'est donc la famille que l'on retrouve à la base de toute société organisée. La civilisation athénienne ne pouvait échapper à cette loi immuable. Les institutions primitives dont l'évolution a abouti à la constitution de la démocratie athénienne, ne furent pas une création spéciale des Grecs, ainsi que l'art ou que la religion. Ce ne furent pas des « absolus helléniques » si l'on peut dire. Elles appartenaient au passé commun de tout le peuple grec bien avant qu'il ne s'installât dans le pays qui, plus tard, reçut le nom de Grèce ou d'Hellade. Lorsque, vers la fin du III^e millénaire, les tribus achéennes, rameau détaché probablement de la souche indo-européenne, pénétrèrent dans la péninsule, elles étaient riches en très anciennes coutumes, héritage de leurs ancêtres indo-européens. Les Achéens trouvèrent sur le sol

qu'ils occupèrent, chez les populations qu'ils subjuguèrent ou qu'ils s'assimilèrent des éléments nouveaux, développés en dehors d'eux et dont ils adoptèrent une partie. Ils empruntèrent, en outre, aux peuples avec lesquels ils entrèrent en contact d'autres éléments de civilisation qu'ils mêlèrent avec ceux qui leur étaient propres.

L'importance de la famille, facteur essentiel de l'organisation sociale de la Grèce primitive, était déjà un élément capital de la société achéenne alors que ces guerriers, pasteurs et demi-nomades, erraient dans les forêts et les plaines de la péninsule nord-balkanique. Les Achéens n'avaient jamais constitué d'Etat. La patrie, pour eux, c'était le clan patriarcal, la *patria* ou mieux la famille dont tous les membres se reconnaissaient descendre d'un même aïeul, ayant strictement les mêmes coutumes et adorant les mêmes dieux.

Ainsi consacré par le culte commun, le lieu familial avait un caractère nettement religieux. Après l'établissement des Athéniens en Grèce et spécialement après la stabilisation des Ioniens en Attique, vers le xvi^e siècle avant Jésus-Christ, la famille agrandie constitua le *génos* (γένος) qui fut le principe générateur de l'Etat chez les Athéniens, ainsi que chez tous les Hellènes. La communauté d'origine des trois tribus principales grecques, Ioniens, Eoliens et Doriens, leur fond commun de traditions et de coutumes, explique et justifie toutes les institutions sociales et politiques des premiers âges de la Grèce.

« L'importance de la famille dans l'organisation sociale
 « de la Grèce, dit M. M. Croiset (*La Civilisation de la Grèce*
 « *Antique*, 1932) est un fait reconnu. Il n'y a aucun doute
 « qu'elle n'ait été déjà un des éléments essentiels chez les
 « Achéens, dès le temps où ceux-ci subjuguèrent les popula-
 « tions préhelléniques. Ils apportaient avec eux le culte du

« foyer domestique associé intimement à celui des ancêtres.
« Une famille pour eux comprenait tous ceux qui, groupés
« autour du maître de la maison, y participaient ; même
« en une certaine mesure, les serviteurs. Elle constituait ce
« qu'ils appelèrent un génos, terme qui évoquait l'idée d'une
« communauté de descendance. Comme unité sociale, ce
« groupement représentait une force qu'on pourrait dire
« autonome. Car, en l'absence d'une puissance publique,
« exerçant une police régulière pour la protection de l'in-
« dividu, le génos avait sa justice à lui et devait se défendre
« par lui-même. Un principe de solidarité en liait les mem-
« bres entre eux. L'offense faite à l'un d'eux était faite à
« tous. Un meurtre commis sur l'un quelconque d'entre eux
« imposait à tous le devoir de la vengeance à moins qu'une
« compensation jugée suffisante par les plus proches parents
« de la victime ne fût acceptée. »

CHAPITRE II

Athènes, ses origines et ses premiers groupements.

Les origines d'Athènes, ainsi que celles de la plupart des villes de l'antiquité, restent enveloppées d'obscurité et de mystère. Les documents sont absents qui auraient pu nous renseigner sur l'établissement des premiers colons dans la péninsule de l'Attique. Nos seules sources d'information sont les écrits de ceux que les Grecs de l'époque classique ont appelé les Atthidographes, c'est-à-dire les auteurs des Atthides ou Atthis, ouvrages anciens consacrés aux antiquités de l'Attique. Les plus importants sont Androtion et Philochore, dont il ne subsiste d'ailleurs que des fragments insignifiants. Notre meilleure source est encore l'ouvrage d'Aristote, la *Constitution d'Athènes*, naguère considéré comme perdu, mais dont le texte a été heureusement mis à jour en 1891.

Les Athéniens se vantaient d'être autochtones (*Hérodote*, VII, 161). Rien du reste à l'époque classique, voire même à l'époque de Solon, ne rappelait pour les habitants une installation récente. Des traditions très obscures, générales pour tous les peuples de la Grèce, mélangées de mythes et de poétiques légendes, rappelaient aux Hellènes qu'ils n'avaient pas toujours occupé le sol sur lequel se déroulait leur existence. A part les Spartiates qui se rendaient compte qu'ils avaient conquis le pays sur des populations étran-

gères à leur race, exception faite de certaines autres régions de la Grèce dont les habitants avaient conservé le souvenir d'une conquête antérieure sur des hommes d'origine différente, les Grecs en général ne se rappelaient plus guère des migrations préhistoriques qui les avaient rendus maîtres du sol de leur patrie actuelle.

Le peuplement primitif de l'Attique par des éléments venus du dehors, juxtaposés et mélangés avec les premiers possesseurs, les préhellènes, ainsi que nous l'avons vu plus haut, remontait à une époque si reculée (xvi^e siècle av. J.-C.) que les Athéniens en avaient complètement perdu le souvenir. A l'aurore des temps historiques, à la fin du ii^e millénaire, la population de l'Attique se présente toute homogène et de même origine.

« Nous habitons un pays, dit Isocrate au iv^e siècle (*Panégérique*, 4), dont nous n'avons pas chassé d'autres populations, que nous n'avons pas trouvé désert, où nous ne sommes pas venus en émigrants, ramassés de nombreux peuples ; notre origine est si noble et si pure que nous n'avons jamais cessé de posséder cette terre dont nous sommes nés : autochtones, nous pouvons la saluer par des mêmes noms que nos plus proches parents, car à nous seuls d'entre les Grecs, il appartient de la nommer nourrice, patrie et mère. »

Nous venons de voir ce qu'il y a d'exagéré mais de relativement vrai dans cette assertion.

Nous ne possédons pas les documents qui nous permettraient d'exposer en détail les institutions qui étaient en vigueur dans les premières sociétés achéennes installées sur le sol de l'Attique. Ces institutions sont les mêmes pour toute cette région de la Grèce primitive, elles ont un caractère féodal. Bornons-nous à rappeler que les premiers guerriers

achéens qui occupèrent les plus riches plaines du territoire et les positions les plus stratégiques conservèrent pendant longtemps le groupement des *génès* en *phratrîes* (φρατρίαι) qui, elles-mêmes, en cas de guerre, se groupaient en *phylai* (φυλαί) ou tribus. En ce temps-là, le génos avait une organisation solide et durable, mais cette organisation reposait sur un ensemble de croyances et d'institutions que le développement ultérieur de la civilisation devait peu à peu effriter et finalement ruiner.

Il est difficile de préciser l'époque à laquelle remontent les groupements primitifs qui constituèrent en Attique les premières bourgades ; mais ils durent s'être faits de très bonne heure pour former de petites communautés établies autour de quelques centres, éminences abruptes ou rochers surélevés au-dessus de la plaine. Au sommet de cette *acropole* ou ville haute, entourée d'une enceinte, il y avait la citadelle, la *polis*, où s'élevaient les palais des rois et au pied de l'éminence, dans un périmètre fortifié, s'étendaient les maisons et les cabanes, formant ainsi une agglomération plus ou moins considérable, l'*asty* (ἄστυ) ou la ville proprement dite.

C'est bien plus tard que le nom de polis, cité, ville s'est généralisé et a désigné toutes les agglomérations rurales qui vivaient à l'ombre de l'acropolis, la ville haute fortifiée.

Toutes ces communautés sont indépendantes entre elles ; elles sont de plus rivales, parfois elles se font la guerre. Elles ont leurs rois, leurs prytanées, leurs magistrats locaux et ce n'est qu'en cas de danger qu'elles s'unissent sous l'autorité d'un seul roi.

L'historien Philochore parle d'un groupement de la population de l'Attique en douze cités, d'une *dodécapole* qui représenterait un stade intermédiaire entre les premières

communes, bourgades indépendantes de l'Attique et l'unification postérieure de toutes ces bourgades dont Athènes devint la capitale. Mais rien ne confirme l'existence de ce groupement. Ce qu'il y a de sûr, c'est le fait que de toutes ces agglomérations, certaines durent prendre de bonne heure une place prépondérante. L'antique enceinte fortifiée de la ville de Cécrops, dans la vallée du Céphise, là où les premiers envahisseurs installèrent en même temps que d'autres dieux le culte de la déesse Athéna, réussit à imposer son autorité et à unifier sous un seul gouvernement toute l'Attique. Les Anciens ont appelé cette unification complète *synoecisme* (συνοικισμός).

On a attribué l'honneur de ce synoecisme au héros légendaire Thésée qui, dit-on, réconcilia tous ces petits Etats et fonda l'unité politique du pays par la suprématie de la ville d'Athènes.

L'Attique toute entière forma alors un Etat, une polis, dont Athènes fut l'asty, la capitale. Les autres villages continuèrent d'être habités, mais ils cessèrent d'être des Etats séparés. Il n'y eut plus désormais qu'un seul Prytanée et un seul Conseil, car les magistrats des bourgades cédèrent le pouvoir aux magistrats de la capitale. Tous les habitants de l'Attique devinrent citoyens d'Athènes et le roi réunit tous les pouvoirs politiques et toutes les attributions religieuses.

La plupart des auteurs anciens, Plutarque, Diodore de Sicile, Pausanias, etc., ont parlé de ce synoecisme et ils ont fait ressortir son caractère démocratique. Plutarque (*Vies Parallèles, Thésée*, 25) rapporte que, d'après Aristote, Thésée fut le premier roi qui institua un ordre, s'écartant un peu de la monarchie : « Τάξις ἡ ἐπὶ Θησέως γενομένη μικρὸν παρεγκλίνουσα τῆς βασιλικῆς ». Il fut même le premier à fonder l'ostracisme,

institution essentiellement démocratique. Le même auteur raconte (*Thésée*, 24) que seuls les nobles opposèrent de la résistance à l'unification, alors que les simples citoyens adoptèrent facilement les réformes de Thésée. Le caractère démocratique de cette réforme apparaît ainsi avec plus de relief, si nous considérons que le synœcisme brisa en partie, la puissance de l'oligarchie en assurant aux citoyens plus d'égalité et de justice. Nous verrons plus tard Thucydide (II, 15, 16) faire résolument dater du synœcisme le développement et la prospérité d'Athènes.

Quoi qu'il en soit, cet événement mémorable fut à l'origine de la grandeur politique de la Cité. Par cette unification, sa constitution se différençia nettement des constitutions de Sparte et des autres cités de la Grèce. En Argolide, par exemple, la ville d'Argos était simplement à la tête de la confédération et s'attribuait seulement la prééminence sur les autres cités du territoire ; en Laconie, Sparte était la cité dominante, toutes les autres restant subordonnées ou asservies ; mais en Attique tous les habitants étaient citoyens, soit qu'ils habitassent la capitale, soit qu'ils demeurassent en d'autres bourgades ou localités. Ainsi, cette constitution première réalise déjà la forme qui se rapproche davantage de nos constitutions modernes. Elle imposa la discipline des lois et sut grouper la plénitude de ses forces autour d'un commun centre.

Pour commémorer cet événement, le plus important dans les annales de leur histoire, les générations postérieures préludaient chaque année le 16 Hecatombaion, à la célébration des Panathénées par des sacrifices solennels sans effusion de sang, en l'honneur d'Athéna, la déesse de la paix et la protectrice de la Ville (*Thucydide*, II, 15).

On ne peut fixer une date certaine au synœcisme ; néan-

moins, si l'on en considère Thésée comme l'auteur, il convient de le situer aux environs du XIII^e siècle, un peu avant la guerre de Troie. Il est mentionné dans l'Iliade que les fils de Thésée, Acamas et Démophon, ont pris part à cette guerre que tout le monde est à peu près d'accord pour situer au XII^e siècle. Thésée aurait dès lors régné en Attique une génération avant cet épisode célèbre.

Mais ces évaluations sont fortement sujettes à caution. Le nom du héros est tellement entouré de lyrisme et de mythes qu'il convient de faire la part de l'exagération dans cette création du génie athénien. C'est par une personnification hardie de sa haute antiquité que la cité glorieuse a attribué à un de ses plus anciens rois sa première constitution unitaire.

Le synoecisme ne doit probablement pas remonter au delà du X^e siècle avant notre ère. Le Catalogue des Vaisseaux dans l'Iliade (II, 546-556) mentionne exclusivement les Athéniens sans parler de rois. Or le poème a été composé vers le milieu du IX^e siècle. C'est là la date la plus probable que nous nous voyons obligés d'adopter.

CHAPITRE III

La Cité primitive.

1. — *Les cadres de la Cité primitive.*

Dans l'Attique ainsi politiquement unifiée, les populations ne sont pas intimement mélangées. Elles forment des classes qui, tant par leur genre de vie que par leur condition juridique, sont bien nettement séparées. Plutarque (*Thésée*, 24) mentionne la division de la population de l'Attique après le synoecisme, en trois classes bien distinctes : les *Eupatrides* (Εὐπατρίδαι), les *Géomores* (Γεωμόροι) et les *Démiruges* (Δημιουργοί), c'est-à-dire les nobles ou patriciens, les bourgeois, industriels peut-on dire ou propriétaires et les plébiens, artisans ou commerçants.

Les *Eupatrides* forment la classe dominante et ce sont eux seuls qui détiennent le pouvoir politique. Ils constituaient la noblesse héréditaire des premiers occupants achéens. Leur puissance était établie sur la tradition, la possession de la plus grande partie du sol et l'exercice des fonctions religieuses qu'ils partageaient avec le roi. Nous les retrouvons tout à l'heure lorsque nous exposerons leur lutte contre la royauté ainsi que le conflit des classes.

Les *Géomores* étaient une classe de propriétaires fonciers dans un certain nombre de cités de la Grèce. A Athènes, dans la constitution que l'on attribue à Thésée, cette classe est située hiérarchiquement entre celle des Eupatrides et

celle des *Démiurges* (artisans) et comprenait les petits propriétaires du sol de l'Attique qui ne pouvaient arriver à l'archontat, ni aux fonctions publiques. Par la suite, les *Géomores* diminuèrent rapidement en nombre, les petits propriétaires libres s'endettant auprès des Eupatrides et perdant peu à peu la possession entière de leur domaine hypothéqué. C'est pour maintenir et protéger cette classe, tombée presque en domesticité des riches, que Solon, ainsi que nous le verrons plus loin, comme première réforme, abolit les anciennes dettes ; mais ce n'est qu'en 457 que les *Géomores* purent prétendre aux fonctions publiques.

Les *Démiurges* étaient les artisans ou commerçants, forgerons, potiers, devins, hérauts, médecins, chanteurs qui ne possédaient pas de terres et n'avaient par conséquent pas les moyens d'élever des chevaux.

Quant aux *Thètes* (Θῆτες) que l'on trouve mentionnés dès l'époque homérique, ce n'était pas encore une classe, mais, à cette époque, une condition. Ce sont des mercenaires, des journaliers, des travailleurs qui louent leurs services comme moissonneurs, ouvriers salariés ou domestiques. Ils sont libres et considérés en Attique comme citoyens athéniens, mais leur sort est bien précaire. Parmi eux, on trouve beaucoup de *métèques* et d'étrangers. Les *thètes* ne peuvent entrer dans les *génès* aristocratiques, ils sont répartis individuellement dans les tribus et tolérés comme tels par l'Etat.

Pour se protéger contre la puissance envahissante des nobles, ils se sont groupés en *thiases* et en *orgéons*, associations placées sous un patronage divin. Ce n'est que plus tard, lors de la constitution censitaire, que ces associations seront elles-mêmes admises dans les *phratries* et tribus et que les *thètes* pourront jouir de droits identiques à ceux des autres citoyens d'Athènes.

Les formes sociales que le nouvel Etat athénien conserva et incorpora à ses classifications spéciales furent marquées par l'antique division des Ioniens en tribus ou phylai : les *Hoplites*, les *Ergadéens*, les *Géléontes* ou *Téléontes* et les *Aegicores*. C'est là, évidemment, une forme de conservatisme dans l'Attique présolonnienne. Quoique ne correspondant plus à aucune division politique, elle eut l'avantage de maintenir les très vieilles traditions dont s'enorgueillissait la race ionienne et de fournir des cadres souples pour des classements ultérieurs.

Après l'unification des douze cités primitives de l'Attique, une grande partie des Eupatrides des différentes localités du pays, se transporte dans la nouvelle capitale Athènes : elle établit sa demeure sur l'Acropole et, plus tard, dans la ville même, l'asty. Le gouvernement, sous l'autorité du roi qui garde encore la plupart de ses prérogatives, nous apparaît ainsi nettement aristocratique et oligarchique.

2. — *Le Roi et les Archontes.*

La lutte va bientôt commencer entre l'aristocratie et la royauté et toute l'histoire politique de cette période est caractérisée par ce conflit. La cité a, comme avant le synœcisme, un roi à sa tête qui est à la fois prêtre, juge et chef de guerre, mais sa puissance est limitée par les nobles qui forment son Conseil et sa Cour de justice. Ces Eupatrides ne diffèrent pas encore beaucoup des nobles de la période homérique. Dans la société homérique, ils constituaient une classe particulière, subordonnée à la royauté et ils entraient au Conseil du roi qui les consultait sur toutes les affaires publiques, mais qui pouvait, le cas échéant, ne pas tenir

compte de leur avis. Leur pouvoir grandit un peu plus tard et ils peuvent se réunir en une Assemblée qui porte déjà le nom de *Boulé* (Βουλή, Sénat).

Après la mort de *Codrus* (XI^e siècle av. J.-C.), le dernier de la série des rois légendaires de l'Attique, le pouvoir suprême fut confié à un des membres de la famille de Codrus, son fils Médon, avec le titre d'archonte ou chef suprême. Il semble qu'il n'y ait là qu'un simple changement de nom et que la puissance de l'archonte roi, succédant au basileus, avait été déjà antérieurement fortement ébranlée dans son absolutisme par l'aristocratie envahissante. A Athènes, comme d'ailleurs dans les autres cités de la Grèce, il doit progressivement céder le pas à la classe des Eupatrides.

Au VIII^e siècle, peut-être un siècle auparavant, la durée de l'archontat, de viagère qu'elle était, fut réduite à 10 ans. Les fonctions militaires et judiciaires sont nécessairement retirées au roi qui ne conserve que ses attributions religieuses. Il perd la plus grande partie du pouvoir exécutif, mais il reste toujours le grand pontife d'Athènes et il a la direction de toutes les cérémonies religieuses dont l'institution remonte aux ancêtres. C'est à lui que ressortissent les actions publiques d'impiété, c'est lui qui juge les actions privées d'homicide, qui lance contre le meurtrier l'anathème et qui se charge de le punir. Il avait un tribunal particulier où était affichée la loi qui indiquait ses attributions et ses devoirs (ὁ τοῦ βασιλέως νόμος).

« La royauté est réduite à l'état de magistrature, cessa
« d'être viagère et fut enlevée à la famille qui en avait été
« primitivement investie. Elle fut confinée dans les seules
« fonctions dont les idées religieuses interdisaient de la
« priver. Le roi ne fut plus que l'un des archontes, celui qui

« était chargé des relations avec les dieux », dit M. Glotz (*La Cité Grecque*, p. 72).

Le roi abandonne sa résidence primitive qui était l'Acropole et s'établit dans le *Prytanée*. Aristote, dans sa « Constitution d'Athènes » (41.2 ; 8.3 ; 57.4), mentionne qu'Athènes conserva ses *Phylobasileis* ou rois des tribus qui venaient au Prytanée se joindre au roi de la Cité pour mettre le peuple à l'abri de la vengeance divine en jugeant les accusations de meurtre ; mais ce ne sont plus que des assesseurs ou *parèdres*.

La royauté se perpétua dès lors et se maintint non plus comme une prérogative héréditaire et viagère, mais comme une magistrature décennale. Sa puissance fut encore limitée par la création de deux magistratures nouvelles : celle de l'*archonte-principal* et celle de l'*archonte-polémarque* qui avaient chacun des attributions juridiques spéciales et formaient avec l'*archonte-roi* un collège suprême.

Nous ignorons quelle était, au début, la durée du pouvoir de ces nouveaux magistrats. Elles furent peut-être viagères d'abord, puis décennales, ensuite annuelles. Il est probable qu'elles furent annuelles dès l'époque de leur institution. « Aucune raison valable, dit M. Glotz (*Histoire Grecque*, t. I, p. 397), ne nous permet d'affirmer que les « deux magistratures nouvelles aient été jamais conférées « pour plus d'un an et c'est uniquement pour ménager une « transition artificielle qu'on a imaginé une royauté décennale. En tous cas, la durée annuelle est attestée pour les « trois magistratures à partir de 686, date où commence, « avec le nom de Léocratès, la liste des archontes éponymes ». De toute façon, le maintien de l'autorité, même limitée, du roi dans le collège des archontes est un trait caractéristique qui explique le scrupule éprouvé par les ha-

bitants de l'Attique à toucher aux institutions du passé. Une institution aussi vénérable qui avait des origines très lointaines, n'a pu vraisemblablement pas devenir immédiatement décennale et annuelle : le conservatisme athénien a dû forcément ménager des transitions.

Nous ignorons également lequel des trois archontes avait la priorité, car Aristote hésite lui-même sur l'ordre selon lequel furent fondées les deux nouvelles institutions (*Constitution d'Athènes*, 3, 2-3). On présume que la puissance des trois archontes, qui étaient choisis exclusivement parmi les Eupatrides, devait être égale, car ce furent ces Eupatrides, jadis exclus de la suprême magistrature, réservée naguère seule au basileus, qui renversèrent ces barrières et conquièrent de haute lutte le libre accès au pouvoir. Ainsi, les trois attributs les plus essentiels de la royauté chef religieux, chef politique, chef militaire furent répartis entre les trois archontes qui se partagèrent, dès lors, le pouvoir exécutif.

De cette façon, la puissance royale est définitivement supprimée : Athènes va évoluer nettement vers la démocratie.

A côté de l'archonte-roi, du basileus dont nous venons de voir les attributions, il y a donc d'abord l'archonte-principal, peut-être le premier en dignité, qui préside ses deux autres collègues. Il est *éponyme*, c'est-à-dire il a l'honneur de donner son nom à l'année qui était datée de lui. Son nom figure en tête des actes officiels et c'est par l'indication de son archontat que l'année pendant laquelle il exerçait sa charge était désignée sur les actes publics. Ce premier archonte, en dehors de l'autorité politique qu'il paraît avoir eue, possédait une juridiction importante : tous les procès relatifs au droit de famille et de succession, instances en divorce, pensions alimentaires, interdictions, restitutions de dots, envois en possession, etc... relevaient de sa compétence.

Il avait, de plus, le devoir de protéger la personne et les biens des incapables. Il était donc, en principe, le maître du droit familial et s'attribuait également une certaine compétence en matière de droit public.

Le troisième archonte, l'archonte-polémarque (Πολέμαρχος) avait la direction des affaires de la guerre ainsi que le commandement des armées ; mais, en temps de paix, il pourvoit à la sûreté de l'Etat, instruit les procès dans lesquels sont impliqués les étrangers, surveille leurs actes et gestes et se place ainsi comme le représentant de la cité devant l'étranger.

Au-dessous des archontes, il y avait à cette époque des fonctionnaires subalternes appelés *colacrètes*. Nous ne savons pas grand'chose de ces magistrats ; ils avaient pour fonction d'assister le roi dans les préparatifs des sacrifices publics. On n'en fait plus mention après le v^e siècle.

3. — *La Boulé.*

Sortis de charge, les archontes entraient au *Sénat*. Cette institution est très ancienne et Athènes eut de tout temps un conseil de ce genre. Jadis, quand le roi était tout puissant, il consultait les petits rois des tribus ; à présent, étant, un simple magistrat, il continue de les garder autour de lui au Prytanée comme assesseurs.

Il fallait aux Eupatrides un grand conseil qui les représentât, qui fut leur émanation. Ils l'eurent à leur portée en nommant *bouleutes* (sénateurs) à vie ceux qu'on avait successivement délégué au collège des archontes. Les bouleutes devaient veiller au maintien de l'ordre public, juger les meurtres et réprimer tout acte d'impiété. Ils s'assemblaient

sur la colline de l'Aéropage. Ce fut sur ce rocher célèbre, situé à l'ouest de l'Acropole et consacré à Arès, dieu du meurtre et aux Erinyes (Euménides), que siégea le premier tribunal criminel.

4. — *L'administration locale.*

L'introduction d'un système d'administration locale, les *naucraries* (ναυκραρίαι), contribua à renforcer le système de défense de l'Attique et à consolider son unité. Les quatre tribus (Géléontes, Hoplites, Ergadéens et Aegicores) furent administrativement divisées en 48 naucraries, soit 12 par tribus, dont chacune avait à sa tête un *naucrare*. Cette institution eut probablement une grande importance politique par son conseil local et par la présidence des quatre phyllobasileis, lesquels, réunis en un haut collège, commandaient aux 48 naucrars de ces 48 naucraries. Le président de ce collège des quatre est un magistrat suprême chargé d'assurer avec ses trois autres collègues, par chacun des naucrars subalternes, la levée de deux cavaliers, l'équipage d'un navire et un certain nombre de fantassins. De cette façon, les naucraries pourvoyaient à la défense maritime de l'Attique, géraient une caisse spéciale pour faire rentrer certaines contributions et effectuer certains paiements. En tant que composé des rois des tribus, ce collège, non seulement dirigeait l'administration financière et militaire de l'Etat, mais il prenait aussi part à l'administration judiciaire des 48 circonscriptions ou districts commandés par ces 48 naucraries.

L'institution avait l'avantage de s'accorder provisoirement avec la division officielle en tribus et en phratries. Elle fut à l'origine de la puissance navale d'Athènes ; mais avec les

progrès de cette puissance navale, les vieux cadres devinrent trop étroits : ils furent abolis par la suite et remplacés par les triérarchies.

Ainsi les Eupatrides demeurent en toutes choses les maîtres du pouvoir, ils sont seuls prêtres, archontes, juges, chefs politiques et militaires. Les classes inférieures n'ont ni droits politiques, ni droits civils, ni droits religieux. Tout en restant libres, elles sont de plus en plus opprimées et exploitées par la noblesse. Il y a bien, pour la forme, une assemblée du peuple, mais elle ne fait jamais parler d'elle. On lui donne sommairement à ratifier les décisions prises en dehors d'elle, le plus souvent même on juge inutile de la consulter.

L'Attique reçoit dès lors toutes les règles fondamentales de sa vie politique et sociale. L'histoire de cette époque est caractérisée d'abord par la lutte entre l'aristocratie et la royauté, ensuite par la lutte des classes. Cette réaction des classes inférieures qui se prépare est précédée par une période de discordes et d'agitations. Nous allons examiner cette phase du conflit dans le chapitre suivant.

CHAPITRE IV

La naissance de la démocratie.

1. — *La lutte des classes.*

A partir de la deuxième moitié du VIII^e siècle, le déséquilibre des classes antagonistes commence à se manifester. Jusqu'ici la situation de l'ouvrier et du paysan est encore tenable. Les Eupatrides n'ont pas accaparé tout le sol ; mais la moyenne et la petite propriété tendent à disparaître par l'effet du partage successoral alors que les terres des nobles, étant dévolues suivant la règle du retrait lignager, ne cessent de s'accroître. Si donc les nobles détiennent entièrement la puissance politique, ils n'ont pas intérêt à trop accabler les classes inférieures. Et cependant, dès à présent, il se crée entre les diverses classes, par l'augmentation de l'Attique en population et en ressources, des différences appréciables de richesses, différences qui, précisément, incitent les possédants à cet accaparement du sol.

L'introduction de la monnaie comme instrument effectif d'échange aggrave encore le déséquilibre social. Dans la période archaïque l'étalon de base est l'animal, c'est-à-dire que la valeur marchande d'un objet, voire même d'un être humain, est calculée en fonction de celle d'un animal utile par excellence, le bœuf, le cheval ou le mouton.

En ces temps primitifs, le bœuf était l'animal précieux

par dessus tout, il rendait encore plus de services que le mouton ou le cheval. Cette coutume, commune à plusieurs tribus, devait remonter à l'époque où les Achéens erraient encore dans les steppes et les herbages des régions du nord de l'Europe, avant de pénétrer dans la péninsule (2.000 ans av. J.-C.). Plus tard, du XII^e au X^e siècle, l'échange se fait au moyen de métaux, précieux pour l'époque, tels que le cuivre, l'or, le fer sous forme de lingots et le plus souvent sous forme d'armes défensives.

Vers le milieu du VIII^e siècle, les difficultés de maniement des lingots provoquent leur réduction à des proportions plus faibles. De nombreuses cités grecques décident, dans le but de remédier à la diversité des monnaies locales, de frapper des pièces de métal dont le poids et la dimension seront garantis par l'apposition d'une empreinte (1). Mais Athènes conserve encore un mode de paiement primitif : la constitution de Dracon fixe les amendes en tête de bétail, le bœuf restant l'unité nominale de valeur. Il faut attendre le gouvernement de Solon pour voir appliquer officiellement des peines en drachmes (594). Pendant ce temps les monnaies des cités voisines circulent librement sur le territoire athénien.

Ce nouvel instrument d'échange permet l'exécution d'opérations et de contrats variés : le prêt à intérêt et le crédit reçoivent dès lors un nouvel essor. A la possession de la terre s'oppose maintenant une autre forme de richesse, la richesse mobilière, l'argent, qui confère à ses détenteurs, nobles ou roturiers, commerçants ou industriels, une cer-

(1) Les premières monnaies furent fondues en Lydie en or blanc ou électrum, alliage d'or et d'argent à 30 0/0 environ d'argent. Le roi Crésus utilisa l'or pur et l'argent, le statère d'argent pesant les 2/3 du statère d'or. Les Perses fixèrent la valeur de l'étalon d'argent au 1/20 de l'étalon d'or : ce rapport de bimétallisme de 1 à 13,33 fut repris par les Grecs et conservé dans leur régime monétaire.

taine puissance à même de contrebalancer l'influence des propriétaires terriens.

Cet état de choses amène des complications sociales. Le petit propriétaire foncier, le paysan, le géomore, vivant sur une terre suffisant à peine à l'entretien de leur famille, forcés d'acheter les objets dont ils ont besoin, les échanges ne se faisant plus directement, sont de plus en plus obligés de vendre une partie de leur récolte. Or les objets fabriqués sont très chers et les denrées agricoles fort dépréciées : le petit cultivateur se voit dans l'obligation d'emprunter et c'est au seigneur, à l'Eupatride enrichi par le commerce qu'il emprunte à un taux usuraire. Ordinairement, l'emprunt avait lieu sous forme de vente à réméré (πράσις ἐπὶ λύσει). Lorsque la terre ne suffisait plus à désintéresser le créancier, car la dette se faisait d'autant plus lourde que le paysan possédait moins d'argent et qu'en même temps le taux élevé de l'intérêt faisait rapidement augmenter le capital impayé, le débiteur insolvable pouvait, ou bien être admis à rester sur sa terre à titre de tenancier ou bien souvent être amené en servitude lui et ses enfants, car, d'après une ancienne coutume, le droit du créancier s'étendait de la propriété à la personne du débiteur.

Le plus souvent, le créancier, au lieu de chasser le débiteur de sa terre ou de le réduire à l'état de serf, lui concédait l'usufruit de ce qui avait été auparavant sa propriété, moyennant une redevance très forte : cette redevance atteignait sans doute les cinq sixièmes de la récolte. Nous avons peine à croire aujourd'hui à une pareille cruauté, mais il faut bien l'admettre avec de nombreux historiens (M. Glotz, *Histoire Grecque*, t. I, p. 412). Il se créa ainsi une catégorie de cultivateurs appelés *hectémores* ou sixeniers, ces malheureux n'ayant très probablement le droit de conserver

que le sixième de la récolte. C'était, pour ainsi dire, quelque chose d'intermédiaire entre la liberté et l'esclavage. « Pour la foule, dit Aristote (*Constitution d'Athènes*, II, 3), le plus pénible et le plus amer des maux politiques était cet esclavage ; pourtant, elle avait tous autres sujets de mécontentement ; car, pour ainsi dire, elle ne possédait aucun droit ».

La situation paraît ainsi désespérée vers le milieu du VII^e siècle. Ce régime oligarchique, sous lequel vivaient les cités grecques à cette époque, avait eu pour conséquence un état de déséquilibre et de mécontentement général. Le désordre même s'était établi en Attique au sein de la classe des Eupatrides qui, ne se renouvelant pas par des unions fréquentes avec les autres classes sociales, diminuait, s'affaiblissait de jour en jour et voyait avec inquiétude approcher le moment où son influence prédominante dans la vie politique serait gravement compromise. De nombreuses familles nobles s'estimant en état d'infériorité dans cette lutte, cherchaient un appui dans les basses classes qui montaient en force et en puissance. En dépit d'avertissements répétés, la constitution de la Cité ne voulait tenir aucun compte de ce nouvel état de choses. Considérant cette plèbe, exclue des conseils aristocratiques et des hautes magistratures, réduite aux manifestations inopérantes de l'Agora, privée même de tous droits politiques effectifs et courant par surcroît, à tout moment, le risque de perdre aussi ses droits, les Eupatrides ne se rendaient pas à l'évidence que ces gens de rien qui, cependant, formaient les gros bataillons de l'armée de la révolte, continueraient la lutte pour obtenir leur indépendance et leur participation au pouvoir.

Pour aboutir à des résultats décisifs, il fallait qu'ils ne restassent pas isolés. Les Démonstrateurs vont leur prêter leur appui et leur puissant concours. Ceux-ci représentaient,

comme nous l'avons vu précédemment, une des plus anciennes divisions de la population en Attique ; ils faisaient partie de la classe des roturiers, et, comme tels, n'étaient pas admis aux fonctions et aux magistratures publiques. Néanmoins, enrichis plus que toutes les autres classes par leur travail, ils étaient entrés de bonne heure dans les orgéons et les thiasés, les groupements religieux déjà vus, dirigés par des chefs riches et influents. Nous ne connaissons pas l'histoire des luttes qui aboutirent par faire admettre ces associations dans les cadres officiels de la Cité. Nous savons simplement, d'après l'atthidographe Philochore, que les orgéons et les thiasés furent, vers cette époque, admis dans les phratries. Constitués primitivement par de petits groupes dont la fonction principale était le contrôle de l'état civil ainsi que celui du droit de cité, ces organisations groupèrent les mécontents de toutes les classes qui étaient en nombre et crurent ainsi en force.

2. — *La constitution censitaire.*

C'est en ce moment, au milieu du VII^e siècle, que fut établie en Attique la constitution *timocratique* (1) ou censitaire. Elle nous apparaît encore comme une suprême tentative de la noblesse pour consolider à son profit la distinction et le maintien des classes.

Tous les citoyens de l'Attique furent répartis en quatre grandes classes selon leur état de fortune :

1° les *Pentacosiomédimnes*, c'est-à-dire les grands propriétaires qui récoltaient au moins 500 mesures ou médimnes, le médimne étant une mesure de capacité pour les choses

(1) De τιμημαξ : estimation, c'est l'estimation des revenus.

sèches, équivalent pour les grains à 3 boisseaux et demi, soit environ 54 litres de nos mesures ;

2° les *Hippeis* ou chevaliers qui récoltaient 300 mesures, qui avaient les moyens d'élever un cheval et servaient dans la cavalerie ;

3° les *Zeugites* dont les revenus ne dépassaient pas les 200 mesures. Ils devaient posséder un couple de bœufs, s'armer à leurs frais et servir dans l'infanterie ;

4° les *Thètes*, ces salariés dont l'état de fortune, en raison de leur condition, restait bien au dessous de celui des *Zeugites*.

Ce régime destiné à combattre la classe roturière servit en réalité à confondre en partie les classes entre elles. Certainement, en principe, la richesse foncière resta un attribut de la naissance, c'est-à-dire un privilège ancestral des Eupatrides, mais, d'autre part, il faut bien admettre que le but poursuivi par la noblesse fut manqué. Il y avait parmi ces roturiers, ainsi que nous venons de le voir plus haut, une grande quantité de gens très riches et bien influents qui, dès lors, émergèrent de leur rang social, soit par leur accession indirecte au pouvoir, soit par leur alliance avec les familles nobles. L'organisation puissante des orgéons et des thiasos contribua également à augmenter leur influence.

Ce fut une grande victoire pour le peuple. Les classes inférieures, bien organisées pour la lutte et fières du succès qu'elles viennent d'obtenir, se préparent à de nouvelles et décisives victoires.

Notons ici un trait particulier et qui caractérise bien l'esprit athénien, c'est sa tendance à réaliser par la voie législative ce que l'on cherchait à obtenir ailleurs par la voie des révolutions.

« Les révolutions violentes, dit E. Curtius (*Hist. Grecque*,

traduction Bouché-Leclercq, l. I, p. 372), par lesquelles ont
« dû passer les autres Etats avant de prendre leur forme
« définitive ont été épargnées aux Athéniens. C'est pour
« cela qu'il leur a été donné, avant tous les autres pays, de
« parvenir à une organisation stable, de réaliser plus tôt
« qu'ailleurs l'Etat hellénique, c'est-à-dire une société où
« tout le monde cessait de porter les armes, où la tran-
« quillité publique était garantie par la communauté ; une
« société dont les membres pouvaient sans danger vaquer
« à leurs affaires. Les occupations des citoyens étaient dès
« l'origine des plus variées et il ne pouvait en être autre-
« ment dans un pays qui, moitié continent, moitié île, se
« trouvait par surcroît placé au milieu de l'Hellade. En
« effet, les Athéniens surent heureusement mener de front,
« dès les temps les plus reculés, l'agriculture et le com-
« merce maritime. Ils avaient à la fois la ténacité patiente
« qu'exige la vie du paysan, et l'esprit entreprenant du
« marchand, l'attachement aux coutumes locales et des
« connaissances étendues dont ils usaient à propos. Athènes
« fut indépendante de toute sujétion au dehors, au dedans
« elle s'est heureusement débarrassée, dès le début, des sé-
« parations artificielles élevées par sa constitution canto-
« nale. Il n'y a plus là maintenant qu'une cité et qu'un
« seul peuple. »

CHAPITRE V

La loi écrite et la réforme législative de Dracon.

1. — *Les thesmothètes et la codification.*

Nous venons d'exposer l'état réel de l'Attique à cette période trouble que les poètes ont mentionnée sous le nom d' « âge de fer » (Hésiode). De violentes dissensions règnent parmi les habitants qui, opposés entre eux par les différences de classes, étaient, en outre, séparés entre trois factions, les *Pédiéens* ou hommes de la plaine, comprenant Athènes, Eleusis et le territoire voisin, et dans lesquels étaient compris le plus grand nombre de familles riches, Eupatrides ou Dèmiurges enrichis ; les *Diacriens*, les montagnards dans la portion montagneuse au nord de la péninsule qui nourrissait les gens les plus pauvres ; enfin, les *Paraliens*, les gens du bord de la mer, dans la partie méridionale de l'Attique et dont les ressources étaient intermédiaires entre les habitants des deux autres parties. Nous ne sommes pas bien fixés sur les opinions politiques qui divisaient ces partis, mais Plutarque nous affirme (*Vies Parallèles, Solon*, 13) que les Pèdiéens représentaient les tendances oligarchiques et les Diacriens le parti démocratique. Ces querelles n'étaient pas particulières à l'époque dont nous nous occupons ; elles devaient remonter probablement bien plus haut et dater de la période du synœcisme.

En ce VII^e siècle, un grand mouvement intellectuel, parti de l'Ionie sur les rivages de l'Asie Mineure, se propage dans tout le monde grec. La Mer Egée unit plutôt qu'elle ne sépare les deux rives grecques de l'Asie et de l'Europe ; elle établit une communication constante entre les pointes des deux continents. Les Ioniens portèrent au delà de la mer, non seulement leur monnaie, empruntée à la Lydie, mais aussi leur trafic et leurs marchandises, leurs mœurs et leurs idées. Sous la belle influence de ces idées vivifiantes, s'accélère en Attique l'évolution qui doit amener un progrès dans l'ordre moral et juridique. Tout un travail de législation s'élabore et se perfectionne progressivement à partir de cette période dans le monde hellénique et spécialement à Athènes.

Les auteurs anciens nous ont conservé le nom de plusieurs législateurs dont on ne savait plus, à l'époque classique, s'ils étaient, comme a dit un oracle de Delphes, des dieux ou des hommes. Nous connaissons les noms de Lycurgue pour Sparte, de Zaleucos pour Locres, de Pittacos pour Mitylène, de Charondas pour Catane. Des historiens modernes, se basant sur l'incertitude ou l'opposition des témoignages, ont conclu à l'inexistence de ces personnages, mais ces témoignages sont trop nombreux, ils sont formulés par des auteurs dont nous ne pouvons guère suspecter la bonne foi, tels Aristote, Diodore, Diogène de Laerte, Porphyre, Jamblique. Quoi qu'il en soit, qu'ils aient été le résultat d'un travail lent, individualisé ou anonyme, il reste en tous cas certain qu'un esprit tout nouveau se manifeste dans la législation. Le droit antique non écrit fait place à des conceptions plus modernes, la loi coutumière orale, interprétée et appliquée par les Eupatrides, va être fixée enfin par l'écriture. C'est en partie l'œuvre des *thesmothètes*, dont nous

allons exposer le rôle. Elle coïncide avec le temps où commence à se répandre l'usage de l'écriture.

On ne peut pas fixer avec précision l'époque où fut créée cette magistrature de six autres archontes. Aristote nous dit bien (*Constitution d'Athènes*, 13. 2) qu'elle date de la période où les trois archontes étaient déjà nommés annuellement, mais nous avons vu plus haut que, sans doute, la durée de l'archontat a été annuelle dès l'origine. Nous pouvons toutefois faire remonter la date de l'institution des thesmothètes vers le milieu du VII^e siècle, car au témoignage de Thucydide (I, 126.8) nous voyons intervenir les neuf archontes dans l'attentat de Cylon.

Nous savons qu'en face des Eupatrides, seuls dépositaires de la loi orale, se dressaient des catégories nombreuses de citoyens très influents, dirigés par des chefs qui devaient cette influence, non point à leur ascendance, mais à leur richesse. Cette nouvelle classe de bourgeois combattait âprement la noblesse qui exploitait le peuple. Le monopole des Eupatrides de rendre seuls la justice en vertu de lois traditionnelles ne put se maintenir après les victoires que remportèrent ces nouvelles classes sociales. Les lois orales, non écrites, formulées en arrêts brefs et que les nobles se transmettaient jalousement de père en fils, durent être tirées des ténèbres, commentées, expliquées de façon à former un *corpus* de doctrines juridiques, un code écrit que pussent consulter et comprendre tous les citoyens athéniens.

Six magistrats furent adjoints aux archontes « avec mission, dit Aristote (*Constitution d'Athènes*, 3.4), de rédiger par écrit les décisions ayant force de lois (Θέσμια) et de les conserver pour le jugement des litiges ». Ces six magistrats adjoints furent appelés *thesmothètes*. Ils furent choisis parmi

les Eupatrides et les plus influents des Démiurges ; le parti populaire ne fournit pas un seul thesmothète.

Nommés pour un an, les thesmothètes n'avaient pas le temps de consigner par écrit et de codifier toutes les vieilles coutumes. Leur rôle se borna à fixer certaines dispositions légales, à recueillir les décisions et les sentences de l'Aéropage. Ils colligèrent toutes les coutumes familiales, les lois religieuses, les *thesmoi* (1) (θέσμοι) qu'ils recueillaient, rectifiaient et classaient au fur et à mesure des circonstances. Leur fonction principale était d'ordre juridique et législatif, car ils s'occupaient de toutes les affaires d'Etat, ils étaient aussi les chefs de l'administration judiciaire. Ils restaient responsables solidairement devant le peuple de leur gestion pendant et après leur mandat.

Les thesmothètes n'étaient pas des législateurs au sens rigoureux du mot, mais les « gardiens de la loi ». Choisis parmi les dépositaires des lois orales les *exégètes*, qui recueillaient et commentaient les lois à l'ombre des sanctuaires, ils furent éminemment compétents pour mettre de l'ordre dans l'arbitraire. Leur siège, c'était le *Thesmotheteion*. La charge de thesmothète comprenait en outre la ratification des traités avec les autres Etats grecs ou étrangers et les rapports de ces Etats avec la démocratie athénienne.

2. — La réforme législative.

Les Eupatrides ne purent se résigner facilement à se voir dépouiller de leurs privilèges qu'ils considéraient comme

(1) Le mot *thesmos* comprend dans sa signification à la fois des lois générales et des sentences particulières : ces deux sens n'étaient pas encore, à l'époque suffisamment distingués. On a appelé *thesmoi* les lois codifiées des thesmothètes et de Dracon par opposition aux *Nomoi* (νόμοι) de Solon et des époques suivantes.

intangibles. Systématiquement ils entravèrent l'œuvre des thesmothètes. Il y eut, pendant quelques années, une période de troubles et de luttes intestines. Dans la noblesse, elle-même divisée, naissent des oppositions qui contribuent à renforcer le pouvoir populaire.

L'illustre famille Eupatride des Alcéméonides se rallie au parti des réformes et, en 632, un des siens, Mégaclês, arrive à l'archontat. Ce fut le signal d'une réaction violente de la part de la noblesse. Le jeune aristocrate Cylon, sous l'œil bienveillant des nobles, désireux de récupérer par un coup d'Etat leurs privilèges perdus, profite d'un jour de fête et tente d'imposer une tyrannie. A la tête de ses partisans et de ses complices armés, renforcés par des gens de la cité rivale de Mégare, il s'empare de l'Acropole par surprise.

Son succès n'alla pas plus loin. Artisans et paysans alertés marchent sous la conduite de Mégaclês et assiègent l'Acropole. Cylon parvient à s'échapper avec son frère par un sentier détourné ; ses partisans, auxquels on promet la vie sauve s'ils se rendaient sans résistance, sont massacrés au mépris de la foi jurée au pied de l'autel des Euménides.

La colère du peuple fut alors portée à son comble. Ce sacrilège commis par les Alcéméonides qui avaient égorgé des citoyens athéniens au pied des autels sacrés, avait terni la réputation de piété dont s'enorgueillissait Athènes. Le peuple exigea le châtimement de Mégaclês et de sa famille. C'est en vain que les Alcéméonides, ainsi que les autres Eupatrides sur lesquels avait rejailli la tâche de sang, serrèrent leurs rangs et essayèrent de braver l'orage. On constitua un tribunal extraordinaire de 300 citoyens de leur ordre devant lequel les Alcéméonides furent mis en jugement. Reconnus coupables, convaincus de sacrilège envers les dieux, ils furent bannis. Tout le génos fut condamné à l'exil : on ne laissa

même pas les ossements des membres de la famille reposer en paix sur le sol de l'Attique. Les maudits (ἐναιεῖς), morts et vivants, furent jetés hors des frontières. Pour achever de dissiper l'angoisse d'avoir offensé les dieux et pour éviter de nouveaux malheurs, on fit venir de Crète le célèbre Epiménide qui purifia la Cité et apaisa, dit-on, la colère divine.

Mais les querelles des partis s'envenimaient de jour en jour et une série de meurtres et d'attentats ensanglantaient la lutte des classes. Il fallait de toute urgence, pour sauver la démocratie naissante en péril, parachever le travail de codification. C'est alors que l'on confia à un thesmothète, Dracon (621), la mission extraordinaire de fixer définitivement le Code et de publier les thesmoi que les thesmothètes avaient auparavant classé et mis en ordre pour leur travail antérieur.

« Dracon n'est pas une figure légendaire comme Lycurgue, « dit M. Glotz (*Hist. Grecque*, t. I, 420) ; c'est un person-
« nage qui a réellement existé, un législateur qui sut se
« montrer à la hauteur des circonstances, intelligent et éner-
« gique. Il appartenait probablement à ce génos qui portait
« spécialement le nom d'Eupatrides et qui fournit Athènes
« d'exégètes pendant des siècles. Par une connaissance ap-
« profondie du droit familial, il était capable de rendre à
« sa patrie les services qu'elle attendait de lui. Ce n'est pas
« une constitution qu'on lui demandait et celle que lui attri-
« bue Aristote fut inventée de toutes pièces vers 409 par
« quelque partisan de Thérarmène et de l'oligarchie modé-
« rée. Thesmothète, il se contenta d'ordonner à sa façon les
« matériaux accumulés par les thesmothètes depuis une
« génération, de les unifier, non sans les modifier, dans le
« sens des idées nouvelles qui s'affirmaient alors jusqu'au
« fond de l'Elide. Cela ne signifie point qu'il n'ait pas joué

« un rôle politique de premier ordre. En se bornant à doter
 « Athènes du code qu'elle réclamait, mais en le marquant au
 « sceau de sa puissante personnalité, en révisant avec soin
 « les lois antérieures, mais en les systématisant et en les
 « amendant d'après ses conceptions propres et les besoins
 « de l'époque, en puisant largement dans le vieux droit,
 « mais en soumettant les hostilités entre les familles à l'ar-
 « bitrage de l'Etat, Dracon a contribué pour une bonne part
 « à bâtir la grande Athènes des temps futurs ».

On ne parle dans l'histoire en général que des lois criminelles de Dracon dont la sévérité avait passé en proverbe, car son code infligeait la peine de mort pour les moindres délits aussi bien que pour les sacrilèges et les meurtres. L'on a dit, en effet, qu'il avait décrété la peine de mort contre le moindre vol et même contre la simple oisiveté aussi bien que contre le meurtre le plus odieux. Certains historiens ont ajouté que les lois étaient non d'un homme mais d'un dragon (*δράκων*) ; qu'elles étaient écrites avec du sang (l'orateur Demade).

Dracon lui-même justifiait sa sévérité en disant que les petits délits lui paraissaient mériter la mort et qu'il n'avait pas trouvé de peine plus dure et plus sévère pour les autres. Nous pensons que ce code de Dracon substitua au droit antique, fondé sur la famille, solidaire dans la répression comme dans les responsabilités, un droit plus moderne, faisant place à des conceptions plus larges, dans lesquelles l'individu est mis en présence de l'Etat. En effet, à la vengeance qu'exerçait contre le coupable la famille de la victime, la loi draconienne substitue une peine infligée par l'Etat et ce sont deux actes essentiels qui en constituent la procédure : l'instruction du procès, entamée sous la présidence de l'archonte et le verdict rendu soit par l'Aéropage,

soit par un collège de cinquante-et-un membres qui représentent la communauté des citoyens, le tribunal des Ephètes.

Ainsi est réalisé un progrès notable dans le sens de la raison et de l'humanité. Une caractéristique frappante nous est fournie par la loi capitale qu'on lui attribue, celle qui était appliquée par ce même tribunal des Ephètes sur lequel nous reviendrons tout à l'heure, dans la mesure de la responsabilité du crime. Cette loi distingue déjà au point de vue de la pénalité, comme de la juridiction, le meurtre prémédité de l'homicide involontaire. Le principe de la responsabilité morale est, pour la première fois, proclamé en Attique et successivement dans tout le monde grec. Il est inutile de faire ressortir son importance dans l'évolution ultérieure du droit jusque dans nos sociétés modernes.

Dracon avait sans doute fait des lois civiles, mais on en avait perdu la mémoire car Solon, plus tard, les avait toutes abrogées et elles étaient tombées en désuétude. Il n'avait point touché aux lois politiques : selon Aristote, Dracon ne changea rien à la constitution des Athéniens.

L'on peut dire que Dracon fut réellement un grand homme d'Etat, il sut mettre dans ses lois le maximum d'humanité compatible avec les mœurs du temps. Si l'on veut bien se donner la peine de réfléchir un peu sur le sens et la portée de ces lois, on se rendra aisément compte que la répression contre le crime fut moins cruelle et qu'en tous cas elle fit répandre moins de sang que les vendettas arbitraires entre familles rivales.

Montesquieu dans l'*Esprit des Loix* a remarqué que ce ne sont pas toujours les lois les plus sévères qui sont les plus efficaces. Elles exaspèrent, en effet, ceux qui les subissent et sont même un sujet de crainte pour ceux qui les appliquent. Dracon a défendu de se faire justice soi-même et il ne per-

met plus que l'ingérence des tribunaux tout-puissants dans des questions de cet ordre. La rigueur de la peine appliquée à l'homicide s'explique facilement lorsqu'on songe qu'à l'origine toute législation criminelle doit être impitoyable pour faire accepter aux parties lésées la renonciation à la vengeance. Les idées plus précises d'équité et d'égalité s'étant affirmées au siècle suivant, Solon ne fera que reprendre, à l'aide des conceptions nouvelles, les réformes de son prédécesseur.

3. — *La réforme judiciaire.*

Pour appliquer cette législation, on dut procéder à une organisation nouvelle des tribunaux déjà existants. Comme par le passé, l'archonte-roi était investi de la mission de veiller à l'exécution des lois sur l'homicide. Aussitôt qu'il avait reçu l'action et qu'il avait lancé contre le meurtrier l'interdit l'excluant de l'Agora et des lieux sacrés, il était tenu, après avoir procédé à l'instruction du procès (*προδικασία*), comme nous l'avons déjà indiqué, d'assigner la cause devant le tribunal compétent. Ce tribunal, c'était d'abord l'Aréopage, dont nous connaissons les origines lointaines. De ce tribunal ressortissaient les affaires de meurtre prémédité, de blessures volontaires, d'incendie ou d'empoisonnement.

« L'accusateur, dit M. Glotz (*Histoire Grecque*, t. I, p. 423)
 « et l'accusé sont face à face, le pied sur deux pierres brutes,
 « celle de l'implacabilité (*λύθος ὕβρεως*) et celle de l'outrage
 « (*λύθος ἀναίδειας*). Ils engagent l'action par des serments solen-
 « nels, l'un jurant pour confirmer son droit de poursuite et
 « la culpabilité de l'adversaire, l'autre pour nier. Chacun
 « a le droit de prononcer deux plaidoyers. Après le premier,
 « l'accusé peut encore se soustraire à une condamnation par

« un exil volontaire. L'acquitté va offrir un sacrifice aux
« Semnai (Euménides) en action de grâces. En cas d'égalité
« de voix, Athéna est censée voter pour le pardon. La con-
« damnation pour meurtre prémédité entraîne la peine de
« mort ; pour blessures, le bannissement perpétuel et la
« confiscation des biens. Le banni en rupture de ban peut
« être tué impunément ou traîné devant les magistrats pour
« une exécution sommaire ; mais, à l'étranger, pourvu qu'il
« s'abstienne de paraître aux Assemblées où il rencontrerait
« des concitoyens aux marchés de frontières, aux jeux et aux
« fêtes amphictyoniques, sa personne est protégée comme
« celle de tout Athénien. »

Au-dessous de l'Aréopage siège le tribunal des *Ephètes* composé, d'après la législation de Dracon, de 51 juges pris exclusivement dans les familles nobles et devant être âgés de plus de 51 ans (éphètes). Il tient ses séances sous la présidence de l'archonte-roi et juge surtout les cas d'homicide, de blessures et d'incendie volontaire. Dans certains cas, il est chargé de la réconciliation du meurtrier avec la famille du mort.

Le Code de Dracon distingue quatre cas que les Ephètes étaient obligés de résoudre : le cas de légitime défense, le meurtre involontaire d'un adversaire dans un jeu, le meurtre dans un combat d'un citoyen pris pour un ennemi, enfin le meurtre de celui que l'on a surpris auprès de la femme, de la fille, de la sœur ou de la concubine du meurtrier. On étendit plus tard l'excuse légale à d'autres cas tels que la mort d'un malade causée involontairement par le médecin, le meurtre d'un voleur de nuit, etc...

Selon ces cas et les circonstances, le tribunal des Ephètes siégeait dans quatre anciens tribunaux dont l'origine semble bien antérieure à l'époque qui nous occupe : le Prytanée, le

Delphinion, le Palladion et le tribunal de Phréattys, près du Pirée.

A part ces quelques détails que nous venons de donner sur le fonctionnement de l'Aéropage et du tribunal des Ephètes, il règne beaucoup d'incertitude et d'obscurité sur les rapports qui existaient entre les deux tribunaux : on ne connaît rien non plus au sujet des véritables origines, du caractère et du rôle primitif des Ephètes. Le commencement du traité de la *Politique* d'Aristote qui aurait pu nous renseigner sur ce sujet est perdu pour nous et nos sources sont réduites au seul Plutarque (*Solon*, 19.4), à deux discours de Démosthène, une inscription datant de l'an 409/8 avant notre ère et quelques articles des lexicographes. Tout ce que nous pouvons affirmer, en admettant même que l'institution des Ephètes remonte à une époque antérieure à Dracon, c'est que ce fut ce législateur qui lui donna cette organisation et lui fit jouer le rôle capital que nous venons d'exposer.

Ansî qu'on le voit, Dracon arma l'Etat de tout le pouvoir que perdaient les Eupatrides. Il ne toucha pas à la constitution d'Athènes et ne la modifia en rien, mais il fit faire un grand pas à la liberté individuelle de chaque citoyen. Pour le jugement comme pour le châtimeut, il n'y eut plus de distinction de classes et ces lois draconiennes, considérées à tort comme inhumaines, annoncent au contraire et préparent les modifications nouvelles dans tous les domaines par la loi de Solon ; elles font faire le pas décisif à la constitution de la démocratie athénienne.

CHAPITRE VI

Les réformes de Solon.

Cependant, malgré les réformes de Dracon, les misères du peuple ne sont pas encore soulagées. Le maintien des lois sur le fermage et les dettes, la partialité des Eupatrides qui détiennent une grande partie du pouvoir politique aggravaient le malaise des classes populaires et par la révolution préparaient la voie à la tyrannie ou au despotisme. Devant cette menace imminente d'un bouleversement général, en face du parti populaire dressé obstinément pour l'obtention de l'égalité politique entre citoyens athéniens, le parti aristocratique dut se résigner à une transaction et accepter, par une nouvelle réforme constitutionnelle, le sacrifice d'une partie de ses prérogatives. Rien ne pouvait plus subsister des vieilles institutions léguées par les ancêtres, telles que la solidarité naturelle du génos et des groupes de génès (phratries), la propriété indivise, le droit héréditaire des classes supérieures s'attribuant à elles seules le gouvernement et la gestion des intérêts de la Cité.

Pour sortir de cette dangereuse impasse, il fallait l'intervention d'une compétence supérieure.

Il y avait à Athènes un homme issu de sang Eupatride que les relations de famille avaient engagé de bonne heure à effectuer de longs voyages et à franchir les bornes étroites de son pays natal. Doué d'un sens politique profond et d'une

instruction très vaste, accrue par ses pérégrinations, il réussit à se faire confier la mission de doter sa patrie de lois politiques nouvelles. D'un accord unanime, les Eupatrides, confiants en son impartialité, le choisirent pour sauver la constitution de l'Attique en péril.

Cet homme, c'était Solon, fils d'Exekestides. Il fut nommé archonte au début du VI^e siècle, entre les années 595 et 590.

Nous exposerons ici la constitution de Solon en suivant le développement donné par Aristote dans sa *Constitution d'Athènes*.

« Comme la constitution était ainsi organisée (celle de Dracon) et que la foule était l'esclave de la minorité, le peuple se révolta contre les nobles. Alors que la lutte était violente et que les deux partis étaient depuis longtemps face à face, ils s'accordèrent pour élire Solon comme arbitre et archonte ; on lui confia le soin d'établir la constitution. Solon était, par la naissance et la réputation, parmi les premiers de la Cité ; mais, par sa fortune et par son rang, c'était un homme de la classe moyenne, ainsi qu'en conviennent d'autres auteurs et comme lui-même en témoigne dans les vers suivants où il déconseille aux riches la rapacité : « Réfrénez en vos poitrines la violence de votre cœur, vous qui avez été jusqu'ici saturés des plus grands biens ; amenez à la modération votre esprit orgueilleux, car nous ne vous obéirons pas et désormais tout ne vous réussira plus. »

« Il ne cessa, en général, d'attribuer aux riches la responsabilité des guerres civiles. Etant devenu maître des affaires, Solon affranchit le peuple dans le présent et l'avenir par l'interdiction de prêter en prenant les personnes pour gages. Il fit des lois et abolit les dettes, tant pri-

« vées que publiques par la mesure que l'on appelle *seisachtheia* (σεισαχθεία, rejet du fardeau, parce qu'alors on
« rejeta ce fardeau de dettes). A ce propos, certains tentent
« de le calomnier. En effet, il arriva que Solon, sur le point
« d'instituer la *seisachtheia*, en parla à quelques nobles ;
« puis, d'après ce que disent les démocrates, il fut victime
« d'une manœuvre de ses amis. Il y prit même part, selon
« le dire de ceux qui voulaient le calomnier. Ces gens, en
« effet, empruntèrent pour acheter beaucoup de terres et
« quand, peu après, les dettes eurent été abolies, ils se trou-
« vèrent riches. On dit que vinrent de là ceux que l'on appela
« plus tard les anciens riches. Néanmoins, la version démoc-
« ratique est plus digne de foi ; car il n'est pas vraisem-
« blable que, dans ses autres mesures, Solon se soit montré
« modéré et impartial au point, lui qui pouvait soumettre les
« autres à son autorité et devenir tyran d'Athènes, de s'être
« fait haïr par ces deux partis et d'avoir fait plus de cas
« de l'honneur et du salut de l'Etat que de sa propre gran-
« deur et que, dans ces affaires si mesquines et si apparentes,
« il se soit ainsi sali. Et il avait bien le pouvoir que j'ai dit :
« la situation troublée en témoigne et lui-même le rappelle
« souvent dans ses poésies. Il faut donc juger fausse cette
« accusation, ce sur quoi du reste tombent d'accord tous les
« auteurs.

« Solon établit une constitution et publia d'autres lois ;
« on cessa de se servir de celles de Dracon, sauf de celles
« sur le meurtre. On grava les lois sur les tables mobiles (1)
« et on les plaça dans le Portique Royal où tous jurèrent de
« les observer. Les neuf archontes, en prêtant serment près

(1) Ces tables, où étaient inscrites les lois, groupées par quatre, tournaient sur des pivots.

« de la pierre, déclaraient qu'ils élèveraient une statue d'or
 « dans le cas où ils en transgresseraient quelqu'une. C'est
 « pourquoi ils jurent encore ainsi. Solon fixa les lois pour
 « cent ans et répartit le corps des citoyens de la façon sui-
 « vante. Il conserva la division comme auparavant en quatre
 « classes : les pentacosiomédimnes, les chevaliers, les zeu-
 « gites et les thètes. Il décida que toutes les charges seraient
 « remplies par les pentacosiomédimnes, les chevaliers et les
 « zeugites, à savoir les neuf archontes, les trésoriers, les
 « polètes (1), les onze (2) et les colacrètes, donnant à chacun
 « une charge correspondante à son cens, mais aux thètes il
 « ne donna que le droit de faire partie de l'Assemblée et
 « des tribunaux (Aristote, *Constitution d'Athènes*, V, VI,
 « VII). »

1. — *Les réformes sociales.*

Aristote fait remarquer qu'une des réformes les plus démocratiques de Solon fut l'interdiction de prendre les personnes pour gages des prêts. Il est évident, comme le souligne cet auteur, que les riches portaient la responsabilité des guerres civiles par l'asservissement et l'appauvrissement consécutif des classes populaires ; aussi importait-il avant tout de combattre et de guérir la condition misérable de la classe pauvre des débiteurs. Il fallait d'abord songer à la restauration économique de ces classes opprimées pour leur octroyer ensuite les droits politiques. Elle fut réalisée par la *seisachtheia* l'acte de secouer le fardeau, l'exonération.

(1) Les *polètes* ou vendeurs avaient pour mission de faire les adjudications pour compte de l'Etat, de mettre en vente l'exploitation des mines ainsi que les biens de ceux qui ont été condamnés par l'Aréopage et de donner les impôts à ferme, généralement pour un an.

(2) Citoyens s'occupant plus spécialement du sort et de la condition des prisonniers.

Le résultat fut complet et immédiat, il annula d'un coup tous les contrats dans lesquels le débiteur avait emprunté sur la garantie soit de sa personne, soit de sa propriété ; il interdit à l'avenir tous les emprunts dans lesquels étaient précisément engagées comme garantie les personnes des débiteurs.

Par cette loi célèbre, le créancier n'eut plus le pouvoir d'emprisonner son débiteur, d'en faire un esclave, de lui imposer la corvée (1).

La réforme toute humanitaire et de toute hardiesse sera appréciée à sa juste valeur si l'on se rend compte qu'en France la contrainte par corps pour dettes n'a été supprimée qu'en 1867.

Bien avant la Révolution, Montesquieu disait déjà que « la loi ne doit point donner la contrainte par corps parce qu'elle fait plus de cas de la liberté d'un citoyen que de l'aisance d'un autre » (*Esprit des Lois*, I, XX, chap. XV).

Une autre conséquence de la seisachtheia, la loi étant rétroactive, fut de permettre à de nombreux citoyens athéniens appartenant aux classes moyennes ou pauvres et exilés pour dettes, de se libérer et de rentrer en Attique, où ils furent grossir les rangs des partisans de Solon et des adversaires des Eupatrides.

Cette réforme a fait disparaître de la terre d'Attique les bornes hypothécaires, c'est-à-dire les innombrables colonnes où étaient gravées les hypothèques sur les terres des débiteurs insolvables. La foule des cultivateurs et des petits paysans peut dès lors réorganiser et remettre en marche ses exploitations. Les serfs et les prolétaires disparurent, les

(1) Le texte de la loi est bref, il est de toute beauté dans sa concision « μή δανείζην ἐπὶ τοῖς σώμασι » ne pas prêter sur la garantie de la violation des corps.

hectèmores furent affranchis de la glèbe et l'Etat lui-même dut, en renonçant à exiger les amendes, libérer complètement ses débiteurs.

La seisachtheia, destinée spécialement à soulager les petits propriétaires obérés, eut un caractère nettement agraire et devint sans doute d'une application plus facile lorsque Solon eut modifié le système des poids et mesures usités chez les Athéniens. Nous verrons ultérieurement que par une refonte des pièces d'argent, le législateur attribua une valeur de 100 drachmes nouvelles de 4 gr. 36 à 73 drachmes anciennes de 6 gr. chacune. Cette opération eut pour résultat de diminuer la capacité d'achat de la nouvelle monnaie ; elle fut d'un grand avantage pour les petits propriétaires ruraux qui purent ainsi vendre plus cher les produits de leurs champs et de leurs cultures.

La seisachtheia faite, il fallait aussi empêcher le retour de l'ancien état de choses, c'est-à-dire ruiner à tout jamais la puissance du génos qui avait permis la domination de la classe des Eupatrides. Pour parvenir à cette fin, Solon affranchit la propriété et l'individu.

L'accaparement des fortunes avait jusqu'alors facilité la vieille organisation familiale : dans le but de favoriser la mobilité, la dispersion des capitaux et de la propriété foncière, Solon consacre par une loi la liberté de tester et octroie à tout citoyen le droit de disposer à son gré de ses biens, même dans le cas où il n'aurait pas d'enfants. Ainsi le droit successoral opère le partage des patrimoines et fait obstacle au retrait lignager. Viennent d'abord en première ligne et à titre égal les fils légitimes du défunt ; à défaut d'héritiers mâles, l'héritage va aux filles. La fille *épiclère* (l'héritière) n'est pas obligée, comme dans l'ancien droit, d'épouser le parent le plus proche de son père ; elle a le

droit de prendre dans sa famille un mari de son choix et l'enfant issu de ce mariage hérite directement de l'aïeul. Pour les citoyens sans enfant légitime, il leur est permis de tester et d'instituer un héritier en dehors de leur génos. Cette dernière forme de la loi sur les testaments est certainement le coup le plus dur porté contre la puissance de la famille, la solidarité du génos est définitivement ruinée.

2. — *Les réformes politiques et judiciaires.*

En son texte cité plus haut, Aristote nous informe que Solon ne modifia pas la division des citoyens en quatre classes pentacosiomédimnes, chevaliers, zeugites et thètes. Mais, pour tirer le meilleur parti possible de cette constitution, il abaissa le taux nominal du cens dans de très fortes proportions.

Ainsi, par l'effet de la réforme métrique et monétaire, le pentacosiomédimne devait récolter 258 hectolitres de grains au lieu de 363 ; le chevalier 155 au lieu de 218 ; le zeugite 103 au lieu de 145. Tout citoyen devait le service militaire, les deux premières classes servant dans la cavalerie, les zeugites dans les hoplites, les thètes recrutés à titre exceptionnel dans les levées en masse. Par contre, seules les trois premières classes pouvaient aspirer aux fonctions publiques ; les thètes obtinrent le droit d'entrer à l'Ecclesia et le droit de siéger au tribunal de l'Héliée.

Comme pour les classes censitaires, Solon n'apporta que de légères modifications au sein des tribus. C'est encore Aristote qui nous renseigne.

« Il y eut comme auparavant, dit-il (*Constitution d'Athènes*, VIII, 3) quatre tribus et quatre rois de tribus. « Chaque tribu était divisée en trois tiers ou trittyes et douze

« circonscriptions navales (naucraries). Les magistrats placés à la tête des naucraries étaient les naucrares qui s'occupaient de la levée des impôts et des dépenses à faire ; c'est pourquoi, dans les lois de Solon tombées en désuétude, il est souvent écrit : « Les naucrares feront rentrer telle contribution » et « la dépense sera prise sur la caisse des naucrares. »

Une autre réforme importante de Solon se rapporte à la magistrature. Aristote dit encore :

« Solon décida que les magistrats seraient tirés au sort sur une liste de propositions établie par chacune des tribus. Pour les neuf archontes, chaque tribu proposait dix candidats et on tirait au sort entre eux ; c'est ainsi que subsiste pour les tribus l'usage de désigner par le sort dix candidats chacune, puis de tirer à la fève entre eux. La preuve que Solon décida que les magistratures seraient tirées au sort d'après les classes censitaires est dans la loi sur les trésoriers que l'on applique encore maintenant (1). Cette loi ordonne de tirer au sort les trésoriers parmi les pentacosiomédimnes. Telles furent les dispositions de Solon concernant les magistrats : dans les temps anciens, c'était l'Aréopage qui, appelant devant lui les candidats et les examinant souverainement portait au pouvoir pour un an les plus capables en les répartissant entre les charges (*Constitution d'Athènes*, VIII). »

Ainsi donc tous les citoyens concourent à l'élection des magistrats. L'Aéropage ne sera plus seul à les désigner : Solon avait espéré par là écarter toute possibilité de nommer un ambitieux aspirant à la tyrannie.

(1) Aristote écrivait vers 325 avant notre ère.

Dans l'ordre de la magistrature supérieure, nous voyons quatre grands corps politiques à la tête de la Cité, les archontes, l'Aréopage, le Sénat et l'Ecclesia ou Assemblée du peuple. « C'étaient, dit Plutarque, les ancres qui retenaient le vaisseau de l'Etat, même dans la tempête ».

Les *archontes* sont toujours au nombre de neuf. Leurs attributions et leurs charges sont pareilles à ce qu'elles étaient auparavant. Ils conservent en partie leurs pouvoirs judiciaires, sauf les appels attribués à des tribunaux formés de citoyens appartenant à toutes les classes (hélistes).

L'*Aréopage*, sous Solon, se recrutait parmi les meilleurs des anciens archontes sortants et, par ce fait même, il était au plus haut point respectable. On élisait les archontes parmi les hommes dont la fortune assurait l'indépendance et qui, en même temps, appartenaient à l'élite athénienne, présentant ainsi au plus haut point les garanties d'indépendance d'esprit et d'impartialité. « L'Aréopage, dit Démocrate, est le tribunal le plus national et le plus auguste de tous ; il concentre en lui une masse de traditions dont quelques-unes remontent aux temps fabuleux et que nous pouvons attester. »

L'Aréopage doit veiller à la bonne exécution des lois : il reste, comme auparavant, le gardien de la constitution. « Il surveillait, dit Aristote (*Constitution d'Athènes*, VIII), les actes les plus importants de l'administration politique : il frappait ceux qui commettaient quelque infraction, ayant pleins pouvoirs de leur infliger des amendes et des peines corporelles ; il versait à l'Acropole le produit des amendes sans inscrire le motif et il jugeait ceux qui conspiraient pour le renversement de la démocratie ».

Solon maintint l'Aréopage dans le droit de juger les homi-

cides commis avec préméditation, mais il laissa aux tribunaux des Ephètes le soin de statuer sur les autres espèces d'homicides. D'autre part, l'Aréopage pouvait opposer son veto aux décisions de l'Assemblée, toutes les fois que ces décisions lui paraissaient contraires à l'intérêt général. C'est pour cette raison qu'il assistait tout entier, ou par une commission nommée par lui, aux délibérations de l'Ecclesia et veillait à ce que, dans le cours des débats, rien ne se passât de contraire aux lois.

L'Aréopage avait aussi pour mission d'exercer une surveillance sur la moralité publique et privée et, ainsi que nous l'apprend Plutarque (*Solon*, 22), tous les citoyens d'Athènes devaient justifier devant lui de leurs moyens d'existence. Il en était de même des étrangers qui n'étaient admis à fixer leur domicile à Athènes qu'après un rapport favorable de cette Assemblée sur leurs ressources pécuniaires et sur leur conduite morale.

Nous trouvons la *Boulé* dans un grand nombre de villes dès l'époque historique de la Grèce.

A Sparte, elle porte le nom de Gérousie (Γερουσία). A Thèbes, à Mégare, à Argos et ailleurs, c'est un corps délibérant choisi toujours dans les classes dirigeantes, oligarchiques. A Athènes, la Boulé primitive, composée dès l'époque homérique par le Conseil exclusif des chefs et distincte nettement de l'Agora ou réunion générale des hommes libres, semble, après la période du synœcisme, exister à côté de l'Aréopage et consister en une réunion de 300 Eupatrides, rassemblés dans des cas exceptionnels pour nommer les aréopagites. Dans le procès des Alcéméonides qui suivit l'attentat de Cylon, c'est ce Conseil qui jugea et bannit cette illustre famille d'Eupatrides.

Nous ne pouvons suivre l'évolution de la Boulé depuis ses origines jusqu'à la période qui nous occupe. Mais n'omettons pas d'indiquer que Solon réforma l'organisation de la Boulé et fixa le nombre des *bouleutes* (sénateurs) à quatre cents, pris par proportions égales dans chacune des quatre tribus d'Athènes. Pour faire partie de ce Sénat, il fallait appartenir, comme nous l'avons vu, aux trois premières classes de citoyens pentacosiomédimnes, chevaliers et zeugites.

Les membres du Sénat sont élus par les quatre classes de citoyens. De cette façon, les gens de la quatrième classe qui n'étaient pas eux-mêmes éligibles, concouraient à l'élection de ces représentants du peuple.

Pour faire ressortir les caractères propres au Sénat athénien, comparons-le à celui de Sparte. La Gêrousie spartiate obéissait bien, en apparence, à un principe démocratique, puisque ses membres, au nombre de trente, étaient élus sans condition de naissance ou de fortune, mais ils étaient nommés à vie, restaient inamovibles et irresponsables. Ils devaient, en outre, être âgés de plus de 60 ans. Une fonction politique dépourvue de responsabilité et confiée en viager n'est pas compatible avec un principe démocratique ; c'est purement et simplement une institution aristocratique.

A Athènes, au contraire, le Sénat est annuel et responsable de sa gestion devant le peuple qui l'a élu. Athènes a devancé Sparte dans la conception de la démocratie, comme elle l'a devancé dans la conception philosophique et scientifique.

Le Sénat élu par l'Ecclesia ou Assemblée du peuple sur l'Agora (Forum) avait pour fonctions de préparer les lois qui devaient être soumises à cette même Assemblée ; il s'occupait des finances et de l'administration, rendait des décrets qui avaient force de loi pendant l'année et imposait des

amendes. Il se divisait en dix commissions, appelées *prytanies*, qui prenaient successivement pendant 35 jours la présidence.

L'Ecclesia désigna tout d'abord la réunion générale du peuple sur la place publique pour assister aux délibérations des chefs. Nous la trouvons mentionnée par Homère, c'est l'Agora de l'Iliade et de l'Odyssée. Son origine doit nécessairement être bien plus lointaine ; elle doit dater de la constitution des toutes premières sociétés et remonter aux temps préhistoriques.

Dans la période épique ou homérique, le roi convoque le peuple qui est rassemblé par les hérauts (*κῆρυκες*). Sur des bancs de pierre sont assis les rois et les *gérontes* (les anciens des tribus). Le peuple ne prend pas part aux délibérations ; il ne peut qu'approuver par ses cris de joie ou par ses murmures les décisions prises en dehors de lui par les chefs. On le consulte pour la forme et on ne fait pas cas de son opinion, car il est encore une quantité négligeable.

Nous avons retracé, dans les pages précédentes, cette lente et irrésistible évolution qui affaiblit, puis brisa la toute puissance des chefs des génès et des tribus, d'abord avec le légendaire Thésée, ensuite avec Dracon et Solon dont nous évoquons ici le rôle capital en cette victoire finale du parti populaire. Remarquons toutefois que, partout, dans toutes les villes grecques qui traversèrent cette période politique de luttes entre l'aristocratie et la plèbe — et elles la traversèrent toutes — les *Ecclēsiai* remplacèrent les *Agorai*. Ces Assemblées du peuple n'eurent point partout des pouvoirs de même étendue. Dans les cités oligarchiques, telles Sparte, les cités de la grande Grèce (Rhégium, Agrigente, etc.), les villes de Crète (Gortyne), elles eurent des attributions très

restreintes et leur caractère rappelle encore par bien des traits l'antique Agora. Dans les cités ioniennes ainsi qu'à Athènes, l'Ecclesia acquit successivement des pouvoirs si étendus qu'elle annihile d'abord le pouvoir du roi, puis celui des archontes. Ainsi se révèle la constante opposition de ces deux systèmes politiques que l'on retrouve toujours face à face en Grèce, particulièrement entre les deux grandes villes rivales, Athènes et Sparte : l'oligarchie et la démocratie.

A Sparte, l'Ecclesia du peuple que l'on nommait spécialement l'*Apella*, se réunissait de droit une fois par mois, au moment de la pleine lune, en assemblée ordinaire. Les deux rois et les gérontes occupaient des sièges et la foule des Spartiates s'asseyait sur des bancs ou simplement par terre, comme au bon temps de la coutume homérique.

Les simples citoyens n'avaient pas le droit d'initiative ; c'est tout au plus s'ils pouvaient demander la parole et proposer des amendements qui, dans la majorité des cas, n'étaient pas acceptés et dont, par suite, on ne tenait aucun compte. Ainsi, cette Apella se présente à nous comme une réunion d'aristocrates ayant seuls voix au chapitre. Cette haute noblesse lutte contre les autres nobles, inférieurs en fortune et contre les deux rois dont elle désirait détruire l'autorité. Cent trente ans après Lycurgue, elle réussit, par un véritable coup d'Etat, à constituer un comité plus restreint, la *petite Assemblée* ou μικρά ἐκκλησία, qui traite les affaires en dehors de l'Apella et constitue un pouvoir oligarchique presque absolu.

L'Apella garda ses droits théoriques de corps électif ; on la consulta toujours, mais ses avis ne s'imposèrent plus. Elle peut élire les sénateurs et les magistrats, conclure des traités d'alliance et de paix et déclarer la guerre, mais c'est

presque toujours la petite Assemblée qui a la main haute sur toutes ces décisions et dispose aussi du pouvoir législatif, système étrange et complexe qui nous présente la constitution de Sparte comme le régime oligarchique le plus savant que le monde ait jamais connu.

Dans sa longue existence, la cité virile des Spartiates, fermée aux étrangers, ne fit pas de progrès sensible depuis l'époque de sa fondation. Elle organisa, presque dès les premiers jours, la forme définitive de sa constitution qui fut éminemment aristocratique et oligarchique.

A l'autre pôle de la société hellénique, Athènes avec son Assemblée du peuple, dotée au fur et à mesure de pleins pouvoirs, sut, au contraire, trouver le chemin qu'elle devait parcourir pour arriver à la démocratie. Si elle mit plus de temps que Sparte pour fixer la constitution qui convenait le mieux à son génie, elle réussit tout de même à créer un modèle de constitution démocratique libérale qui est encore un des aspects du miracle grec.

L'Assemblée du peuple se réunissait à Athènes sur l'Agora, la séance commençait toujours par un sacrifice et une prière. Le sujet mis en délibération était lu à haute voix et un héraut invitait les citoyens à donner un avis utile et motivé sur la proposition du jour. Le vote avait lieu à mains levées, indistinctement, par tous les citoyens, à quelque classe qu'ils appartenissent ou quelque rang qu'ils occupassent par leur fortune.

Les réformes concernant l'administration de la justice sont exposées par Aristote de la façon suivante (*Constitution d'Athènes*, IX, 1, 2). Après avoir souligné l'évolution vers la démocratie et la défaite définitive du parti des Eupatrides, il ajoute : « Il semble que dans l'activité politique de Solon

« ce soient là les trois mesures les plus démocratiques : tout
« d'abord, ce qui est le plus important, l'interdiction de
« prendre les personnes pour gage des prêts ; puis, le droit
« donné à chacun d'intervenir en justice en faveur d'une
« personne lésée ; enfin, mesure qui, dit-on, donna le plus
« de force au peuple, le droit d'appel aux tribunaux : en
« effet, quand le peuple est maître du vote, il est maître du
« gouvernement. En outre, comme les lois n'étaient pas ré-
« digées d'une façon simple et claire, mais à la façon de
« celle sur les héritages et les filles épiclères (héritières), il
« en résultait nécessairement beaucoup de contestations et le
« tribunal décidait de toutes les affaires publiques et privées.
« Aussi certains croient-ils que Solon rédigea intentionnel-
« lement ses lois de façon obscure afin de rendre le peuple
« maître des jugements. Cela n'est pas vraisemblable et ce
« défaut (l'obscurité, l'imprécision des lois) provient de l'im-
« possibilité d'arriver à la perfection avec une règle géné-
« rale. Il n'est pas juste d'apprécier l'intention de Solon
« d'après ce qui se produit maintenant, mais il faut le faire
« d'après l'ensemble de sa constitution ».

Une nouvelle juridiction devenait désormais nécessaire. Il fallait, pour que tous les Athéniens libres participassent à la vie politique et que toute tentative de retour à un régime aristocratique devint à tout jamais impossible, que fonctionnât un tribunal dans lequel toutes les classes fussent appelées à prendre part. De là l'institution si moderne de l'*Héliée* ou tribunal des héliastes, véritable jury, tiré au sort dans la masse des citoyens sans distinction ni de fortune, ni de classe.

L'institution de ce tribunal est rapportée tantôt à Solon, tantôt à Clisthènes, plus tard même à Périclès. Nous penson que l'*Héliée* (Ἡλιαία) qui correspond à une délégation,

à une Ecclésia ou Assemblée populaire supérieure, constituée en collège pour juger des cas suprêmes, fut une création de Solon. Elle s'adapte parfaitement à l'esprit démocratique qui a présidé, en général, à l'œuvre du législateur et nous apparaît comme un des rouages les plus utiles et les plus importants dans cette démocratie athénienne naissante.

Suivant ce système, ce n'était donc pas directement le peuple qui votait sur le cas de l'accusé au suffrage universel, mais sa délégation d'hommes choisis, élus par l'Assemblée, puis assermentés. L'Héliée, composée de 5.000 citoyens, âgés d'au moins 30 ans, désignés au sort, était divisée en dix sections ; ils jugeaient les causes les plus graves ainsi que les délits politiques. Ils prêtaient un serment qui les soumettait à l'obligation de trancher selon les lois et de punir les auteurs de propositions illégales. Issus du peuple dont ils représentaient la volonté, rééligibles tous les ans, ils étaient animés d'un véritable esprit républicain qui s'opposait au retour au pouvoir du parti oligarchique. Les héliastes siégeaient en plein soleil dans un coin de l'Agora ; ils formaient le tribunal d'appel auquel tous les magistrats durent s'adresser avant de statuer en dernier ressort sur des affaires de quelque importance.

Ainsi, toutes ces innovations consolidaient la prééminence de l'Etat sur la famille, affaiblissaient les institutions aristocratiques et amoindrissaient l'autorité de l'Aréopage, composé toujours des membres de l'ancien conseil des Eupatrides et dont la compétence avait déjà été limitée en matière criminelle par le tribunal des Ephètes.

Parmi les réformes civiles qui honorent grandement le législateur athénien, il faut faire une place à part à l'éducation de la jeunesse. Les parents sont libres d'élever l'enfant

à leur façon jusqu'à l'âge de seize ans. A partir de cette date, ils doivent l'envoyer au gymnase pour y acquérir une instruction solide et développer par la danse, la lutte et les combats gymniques son endurance et sa souplesse. Nous ne connaissons pas par le détail l'éducation que les jeunes Athéniens recevaient au gymnase, mais il est certain qu'elle devait être assez complète pour contribuer à faire plus tard de ces jeunes gens de bons soldats et des citoyens éclairés.

A dix-huit ans accomplis, époque de leur majorité civile, ils sont inscrits sur le *livre des Ephèbes* et ils commencent leur noviciat politique et militaire. Ils passent sous la surveillance d'un *cosmète*, suivent des leçons de philosophie, de musique, de poésie, d'éloquence et complètent leurs exercices gymnastiques.

La majorité politique est atteinte à 20 ans ; l'éphèbe est devenu un citoyen complet, il a le droit de voter à l'Assemblée et il y peut même prendre la parole. Il peut devenir sénateur à 30 ans et quitter enfin à 60 ans le service militaire pour se consacrer entièrement à la politique.

Pour combattre l'oisiveté, Solon fit encore une autre loi qui prescrivait que chacun apprit un métier. Le père qui n'avait pas fait apprendre un métier à son fils, ne pouvait exiger que celui-ci le nourrit dans sa vieillesse. C'est ainsi que l'Aréopage, chargé de s'assurer des moyens d'existence de chaque citoyen, punissait sévèrement celui qui vivait dans l'inaction.

3. — *Les réformes économiques et monétaires.*

Nous savons qu'Athènes avait adopté le système monétaire de la grande ville d'Egine, d'après lequel une *mine* d'argent du poids de 430 grammes équivalait à 70 *drachmes*. Solon fit

une refonte des pièces existantes en assimilant la drachme éginétique à la drachme euboïque : pour cela, il changea le titre de ces pièces en ramenant la valeur de la mine à 100 drachmes : les 100 drachmes nouvelles de 4 gr. 36 valent 73 drachmes anciennes de 6 gr. environ (1).

La drachme euboïque avait cours non seulement dans tous les ports de l'Eubée, mais aussi à Corinthe, en Sicile et jusque dans les colonies grecques de la Mer Noire (Pont-Euxin) ; elle facilita les transactions commerciales entre Athènes et les autres grandes villes commerçantes du monde grec. Le nouveau système libérait ainsi Athènes de la dépendance de ses concurrentes, ennemies de son commerce ; il lui permit d'étendre au loin, sur les mers d'Orient et d'Occident (Ionie et Grande Grèce) son trafic par une marine devenant plus puissante de jour en jour. La grandeur maritime d'Athènes fut, comme on le voit, l'œuvre réfléchie et prévoyante de l'éminent législateur.

Pour faciliter davantage le commerce et favoriser les négociants, il prohiba la sortie de l'Attique des denrées de première nécessité, blé et figues et il n'autorisa que l'exportation de l'huile produite déjà à cette époque en très grande quantité. Toutes ces mesures prouvent la haute perspicacité de ce grand homme d'Etat qui sut ainsi préparer la grandeur future de sa patrie Athènes.

La législation de Solon, à y regarder d'un peu près, peut nous apparaître comme incomplète, fragmentaire et faite par juxtaposition. Ceci tient au caractère même de cette législation qui se défendit de tomber dans le défaut ordinaire des politiciens idéalistes qui, impatientes de réaliser leur but,

(1) La drachme d'argent représentait à cette époque 0 fr. $\frac{5}{8}$ environ.

marchent à pas précipités vers des solutions hâtives. Solon ne toucha pas aux institutions et aux lois qu'il jugea convenir encore à ses concitoyens, il se contenta d'en modifier certaines, d'en créer d'autres. Envisageant toute œuvre humaine comme provisoire et non définitive, son souci principal fut d'assurer à sa constitution des bases larges et solides sans considérer l'Etat comme un être moral dont on pourrait changer et transmuter les pièces à volonté pour les besoins anticipés d'un principe indéfectible. Par son œuvre large, humanitaire et bienfaisante, on doit le regarder comme un des plus géniaux réformateurs. Il organisa une démocratie tempérée dans laquelle il sut heureusement combiner l'apport du passé avec les idées nouvelles.

Plutarque nous dit que Solon voulut imposer ses lois aux Athéniens pour une période de cent ans (*Solon*, 25). Cette affirmation nous paraît contraire à l'esprit du législateur. Nous préférons croire Hérodote qui nous raconte que, pour éviter d'avoir à modifier sa constitution à la demande des Athéniens, Solon quitta Athènes pendant dix ans et fit jurer à ses concitoyens de respecter intégralement ses lois pendant toute la durée de son absence.

Les lois de Solon furent inscrites sur des *axones*, sortes de pyramides quadrangulaires en bois blanchi, mobiles autour d'un axe vertical, conservées précieusement sur l'Acropole. Plus tard, elles furent transportées sur l'Agora auprès du Bouleutérion (palais du Sénat) où Plutarque put encore les voir. Ces tables furent probablement détruites en grande partie lors de l'incendie de l'Acropole par l'armée de Xerxès au moment des guerres médiques. C'est sans doute leur reconstitution qu'on désigna plus tard sous le nom de *νόμοι*

CHAPITRE VII

Le gouvernement des Pisistratides.

Les années qui suivirent la réforme solonienne furent encore des années de troubles et de lutte des partis, car le législateur n'avait pas réussi à satisfaire complètement les classes riches et les masses pauvres du peuple ; il fallait du temps pour que les vieux partis abdiquassent et donnassent aux nouvelles institutions la latitude nécessaire pour agir. Le peuple n'avait pas encore perdu l'habitude de se laisser diriger par les hommes de la noblesse ; cette noblesse même cherchait toujours à combattre la classe urbaine des gens de métier qui s'enrichissait constamment ainsi que la classe des petits paysans, laquelle, en dépit de son affranchissement du servage ne possédait pas encore de terres. Le maintien de la constitution timocratique ou censitaire était défendu par les Eupatrides qui dominaient encore en partie, grâce au monopole des hautes magistratures et désiraient le rétablissement de l'ancien régime : c'étaient les *Pédiéens* ou gens de la plaine ayant à leur tête l'Eupatride Lycourgos, de noblesse indigène.

Un second parti, les *Paraliens*, établi au bord de la mer et composé de gens vivant de la pêche, de la navigation et du commerce, avait tout intérêt à conserver la législation solonienne et la constitution censitaire qui lui permettait l'accès aux magistratures.

Le troisième parti était celui des mécontents, comptant sur des avantages plus matériels et escomptant le partage des biens et l'égalisation des propriétés foncières. C'étaient les *Diacriens*, les gens de la montagne, bergers, mineurs, cultivateurs pauvres auxquels se joignaient toutes les nouvelles générations de métayers, tous ceux que la *seisachtheia* avait affranchis, mais qui étaient de nouveau obérés de dettes et d'hypothèques. Ils formaient la faction franchement révolutionnaire, hostile aux Pédiéens et aux Paraliens réclamant des terres, des avances d'argent et une constitution encore plus démocratique.

Ce parti avait à sa tête Pisistrate, fils d'Hippocrates, natif de cette même Diacria qu'il groupait et organisait pour la mener à l'assaut des autres partis et à la conquête des libertés républicaines. C'était le plus puissant chef de faction, le plus aimé et en même temps le plus haï à Athènes. Emimentement doué pour la lutte, supérieur à ses rivaux, Lycourgos, pédiéen et Mégaclês, paralien, il voulait aller jusqu'au bout, coûte que coûte, appuyé par ses rudes et vigoureux montagnards décidés à obtenir définitivement la victoire.

En 561, Pisistrate s'empare de l'Acropole, renouvelant la tentative de Cylon, mais avec un plein succès et devient tyran d'Athènes.

Les anciens ont donné le nom de *tyrans* (τύραννοι) à des chefs d'Etat qui obtiennent le pouvoir non point par hérédité ou par exercice normal d'institutions, mais par acte arbitraire de violence, c'est-à-dire par usurpation ; ils exercent ce pouvoir sans limite ni responsabilité. En général, les tyrans ne sont pas des despotes autoritaires et cruels, ainsi qu'on peut le croire, par les rares exemples de Denys de Syracuse ou de Nabis de Sparte ; ce sont des hommes doués de qualités brillantes, fort estimés de leurs contemporains

qui combattent la puissance de l'oligarchie et tendent à l'abolir, soutenus par les classes inférieures auxquelles ils doivent leur accès au pouvoir ; ils font preuve d'un véritable dévouement au bien public. Non seulement ils contribuent à l'amélioration des institutions, mais ils donnent un nouvel essor au progrès des sciences, des lettres et des arts. Tels furent réellement Cypselos de Corinthe, Polycratès de Samos, Phalaris d'Acragás et Gélon de Syracuse.

Pisistrate ne fit pas exception à cette règle, mais il surpassa tous les autres tyrans par son gouvernement impartial et équitable. Thucydide loue sa modération ainsi que ses qualités morales et intellectuelles ; d'autre part, Aristote nous affirme qu'il administra l'Etat en citoyen plutôt qu'en despote ; il fait ressortir son indulgence, sa stricte justice et son grand amour du peuple (*Constitution d'Athènes*, 14, 3 et 16, 2, 7, 8). Si Athènes eut alors un maître, ce maître fut le plus aimé et le plus populaire de tous ceux que les auteurs postérieurs ont qualifié de tyrans.

Nous n'avons pas grand'chose à dire sur les réformes politiques et judiciaires de Pisistrate, elles furent de peu d'importance. Il ne changea rien aux formes de la constitution et laissa en vigueur les ordonnances de Solon. Les anciens magistrats subsistèrent toujours ; il se contenta d'en faire occuper les charges, surtout l'archontat, par ses parents, ses proches ou ses amis les plus sûrs. On raconte que Pisistrate se montra tellement soucieux de respecter les lois, qu'il comparut de sa personne devant l'Aréopage, sous le coup d'une accusation, pour s'entendre juger.

Une innovation intelligente fut la création de juges itinérants, chargés de faire des tournées jusque dans les cantons les plus éloignés de l'Attique pour mettre ainsi la justice à

la disposition de tous les paysans et leur éviter de perdre leur temps en descendant en ville (Aristote, *loc. cit.*, 16, 3). Lui-même, dit-on, parcourait les divers districts pour se rendre compte de l'état de l'agriculture et aplanir les différends.

Pour empêcher la formation d'un prolétariat urbain, il procura du travail aux indigents en les employant aux champs et pour leur épargner les premières difficultés, il leur fit donner de la semence et du bétail. Il organisa même un crédit agricole en consentant des prêts d'argent aux cultivateurs sans ressources. Comme toutes ces innovations exigeaient de grosses sommes, il fit verser au Trésor public le montant de l'impôt perçu sur les produits de la terre qui fut fixé au vingtième. Cette dîme, comparée à celle que payaient les anciens hectèmores, était relativement insignifiante.

Le gouvernement de Pisistrate qui ne fut pas un despotisme mais une tyrannie constitutionnelle éclairée, contribua à familiariser les Athéniens avec la pratique des lois et se trouve d'accord avec l'esprit de la législation solonienne. Il permit à tous les citoyens d'acquérir, tant dans l'Assemblée que dans les tribunaux, cette éducation politique qui leur faisait encore défaut. Epoque de transition, il fut un bienfait pour Athènes ; il évita les sanglantes révolutions et le retour imminent au régime oligarchique par la réconciliation du parti populaire avec les partis opposés. Les Paraléniens, enrichis par l'extension que Pisistrate donna au commerce maritime et à l'industrie, se rallièrent aux démocrates et les Pédéens, les nobles de la plaine, se rendant compte que le tyran n'avait pas usé de son autorité pour leur enlever définitivement tout privilège, cessèrent de s'agiter et de fomentier des troubles dans la cité agrandie et embellie de la capitale. On devait

longtemps se souvenir en Attique de cette période de tranquillité et de prospérité jusqu'ici inconnue, à laquelle on a donné plus tard le nom de « règne de Cronos » ou d'âge d'or (Aristote, *loc. cit.*, 16, 7). C'est, avec l'époque de Périclès, une des plus belles périodes de l'histoire grecque.

Nous ne saurions terminer ce chapitre sans faire remarquer, et ceci en dehors de notre sujet, que, sous Pisistrate, Athènes devint un centre d'érudition et d'études littéraires de premier ordre. La révision de l'Iliade et de l'Odyssée, attribuée à Homère et que les *aèdes* se transmettaient encore de bouche en bouche, est entreprise par une élite de savants sous la direction d'Onomacrite d'Athènes, de Zopyros d'Héraclée et d'Orphée de Crotone. On travaille à en rapprocher les fragments, à épurer le texte et à fixer sous une forme encore aujourd'hui presque universellement acceptée ces immortels chefs-d'œuvre. Le même travail est également accompli pour les épopées de l'âge suivant, c'est-à-dire les poésies dites « cycliques » et pour les vers d'Hésiode. Ainsi furent préservées de la déformation par la transmission orale, ces magnifiques productions dont la perte a été à tout jamais irréparable. C'est également sous la tyrannie de Pisistrate que fut fondée la première bibliothèque à Athènes.

Pisistrate mourut en 527, à l'âge de 73 ans et sa tyrannie n'arrêta pas l'évolution d'Athènes. Ce fut un régime de transition entre l'oligarchie d'autrefois et la démocratie qui n'est pas encore mûre. Maître du pouvoir pendant trente-quatre ans, il le transmit à son fils aîné Hippias, qui associa à son gouvernement son frère Hipparque. Mais les rônes de l'Etat avaient changé de mains et la population athénienne ne fut pas longue à s'en apercevoir. Aristote nous dit bien que « en tant qu'homme politique, Hippias maintint les principes de son père et régna sans mériter le blâme » (*Constitution*

d'Athènes, 18, 1), mais soit pour raison politique ou pour une autre raison, il se forma une conspiration dont les chefs, Harmodios et Aristogiton, résolurent de tuer les tyrans. Hipparque fut frappé à mort par les conjurés qui furent eux-mêmes massacrés sur le champ (514 av. J.-C.), mais Hippias, ayant pu échapper au poignard des conspirateurs, fit immédiatement procéder au désarmement de tous les citoyens ; il fit exécuter un grand nombre de personnages influents, suspendit les lois constitutionnelles et accabla les autres d'impôts. Ce fut l'instauration de la vraie tyrannie avec le sens oppressif et arbitraire qu'elle comporte.

Elle n'eut pas une longue durée. En 510, le tyran est renversé et Athènes libérée de l'oppression devient de nouveau maîtresse de ses destinées.

CHAPITRE VIII

Les réformes de Clisthènes.

La chute des Pisistratides ramène de nouveau les querelles de prééminence et remet en présence les partis que Pisistrate et ses fils avaient comprimé et réussi à réconcilier pour un moment. Cette période de quatre ans qui s'écoule entre le meurtre d'Hipparque et l'abdication d'Hippias, contraint d'abandonner le pouvoir et de quitter le territoire de l'Attique, ne présente rien de particulier. A partir de l'an 509, les vainqueurs du tyran, qui étaient plus ou moins d'accord pour expulser Hippias, se divisèrent aussitôt que se posa la question de donner une forme nouvelle au gouvernement et de prendre la direction des réformes qu'il était urgent d'appliquer à la Cité libérée de la tyrannie.

La faction de la tyrannie se trouvant éliminée, les deux autres, unies pendant un moment pour combattre l'ennemi commun, ne tardèrent pas à se mettre en mésintelligence ouverte. C'était, d'une part, l'archonte Isagoras, oligarque intransigeant et borné qui, à la tête des Eupatrides auxquels il rallia les débris des partisans du tyran, crut profiter de l'occasion pour abroger la constitution solonienne.

Il désirait restaurer le pouvoir de la noblesse et détruire la démocratie, mais il avait compté sans Clisthènes qui se mit à la tête du parti des démocrates. La lutte entre Isagoras et Clisthènes peut être considérée comme le dernier épisode,

comme l'acte final de cette opposition, jusqu'ici permanente, entre la noblesse et le peuple. Sous la menace de cet homme énergique, au tempérament de feu qu'était Clisthènes, Isagoras appela à son aide le roi de Sparte Cléoménès, expulsa d'Athènes 700 familles et voulut installer un Conseil de 300 membres choisis uniquement parmi les Eupatrides. C'était violer ouvertement la Constitution.

L'attitude énergique des Quatre-Cents fit échouer ce coup de force. Assisté par le peuple, Clisthènes assiégea Isagoras et Cléoménès sur l'Acropole et les força à demander une capitulation qui leur ôta tout pouvoir. Ainsi, maître de la situation, Clisthènes, nommé archonte éponyme, appliquera dès lors des réformes qui vont faire d'Athènes une cité nouvelle.

Les réformes de Clisthènes porteront sur trois points principaux : la fusion des tribus et la création des *dèmes*, la constitution du *Conseil des Cinq-Cents* et enfin la loi sur l'*ostracisme*.

L'exécution de ces réformes devait avoir pour objectif de réviser la constitution solonienne et de créer de nouveaux cadres et de nouveaux groupes politiques. C'est ici, bien précisément, qu'apparaît la hardiesse du réformateur « qui sut, dit M. Glotz (*Histoire Grecque*, t. I, p. 469), unir à un plus haut degré l'esprit de géométrie à l'esprit de finesse ».

L'historien allemand Curtius dit à son tour de Clisthènes (*Histoire Grecque*, t. I, p. 473) :

« S'il voulait sauver la constitution de Solon, il ne devait
« pas se contenter de maintenir l'œuvre du passé ; il lui fal-
« lait encore consolider à nouveau, par un travail d'ensemble,
« le terrain du droit et maintenir la cohésion au sein du
« parti constitutionnel. En poursuivant un but déterminé et

« faisant un pas en avant, Solon avait mis à la portée de
 « tous les membres de la Cité tout ce qui était indispensable
 « à une société libre, la participation au gouvernement, au
 « pouvoir législatif et à l'autorité judiciaire ; il n'était plus
 « nécessaire d'être de noble extraction pour posséder le plein
 « droit de cité. Pour le reste, il avait respecté le régime an-
 « térieur de la noblesse et, satisfait d'avoir obtenu l'essen-
 « tiel, il avait laissé subsister comme choses insignifiantes et
 « inoffensives des restes du passé auquel les fidèles de la
 « tradition attachaient une grande importance. Ces ména-
 « gements avaient laissé dans la vie de la cité une contra-
 « diction. D'après le droit écrit, tel qu'il était affiché sur
 « l'Acropole, il y avait bien une bourgeoisie libre et égali-
 « taire ; mais en réalité la noblesse et le démos (le peuple)
 « formaient encore comme deux nations distinctes. Sans
 « doute il n'y avait plus de droits politiques, réservés aux
 « membres du géno^s, mais ces associations de famille étaient
 « un prétexte sans cesse renaissant à délibérations communes
 « et à ligue^s secrètes. Le peuple lui-même ne pouvait pas
 « se déshabituer de considérer ces membres des géno^s comme
 « une classe à part, soit qu'il éprouvât à leur endroit un sen-
 « timent d'humilité servile, qui allait contre l'égalité civile
 « proclamée par Solon, soit qu'il les poursuivît d'une haine
 « incompatible avec la paix publique. »

1. — *La création des dèmes.*

Il était donc de toute nécessité de dépouiller les Eupatrides de la puissance qu'ils puisaient, non plus dans les lois, mais dans les mœurs. Il fallait procéder à la fusion complète des citoyens de façon qu'il n'y eût plus aucune différence dans les anciennes tribus entre nobles et non-nobles.

Ce but fut atteint par Clisthènes par la création des *dèmes* et la fusion des tribus.

Le système de la division de toute l'Attique en dèmes ne correspondait à aucune organisation traditionnelle. Il est certain que les dèmes existaient déjà du temps de Solon et probablement avant lui comme subdivisions des naucraries, mais ce fut Clisthènes qui en fit des circonscriptions administratives proprement dites et les assimila à des divisions communales. La population entra ainsi dans une organisation entièrement différente de celle d'autrefois et fut inscrite sur des listes communales, sur des registres qui, désormais, servirent à faire la preuve que l'on appartenait au pays et que l'on jouissait de ses droits complets de citoyen. Chaque dème reçut un nom officiel emprunté soit au chef-lieu, soit aux familles qui y résidaient, tels les dèmes de Marathon, Képhisia, Acharnes, Boutades, etc... et l'on eut, de cette façon, une organisation absolument indépendante des groupes de familles et fondée exclusivement sur le domicile.

L'Attique fut divisée en cent circonscriptions territoriales, réparties entre les dix nouvelles tribus que créa Clisthènes en remplacement des quatre anciennes phylai. L'inscription sur le *registre du dème*, le *ληξιπρχικόν γράμματόν*, confère au citoyen tous les droits civils et le droit de cité. L'on fit, en même temps, pour augmenter le nombre des citoyens de l'Attique, inscrire sur les listes un certain nombre de métèques et d'affranchis qui présentaient toutes les garanties nécessaires d'honorabilité et de patriotisme.

Pour qu'il n'y eût pas de distinction entre les citoyens, les anciens roturiers et les Eupatrides, chacun était désigné en ajoutant à son nom, non point le nom de son père, mais le nom de son dème ou *démotique*.

Chaque dème est organisé comme la cité dont il est le

reflet. Il a une assemblée et des magistrats ; il possède également ses sanctuaires, ses prêtres et ses sacrificateurs.

Pour faire partie de l'Assemblée du dème, il faut être citoyen et spécialement démote. Sont dévotes, c'est-à-dire font partie du dème les fils légitimes d'un démote, ses fils adoptifs et tous ces métèques ou étrangers auxquels ont été conférés les droits de cité. Il faut, en outre, que son titre de démote ait été solennellement reconnu et que l'Assemblée ait ordonné l'inscription de son nom sur les registres de l'état civil.

Les jeunes gens qui ont atteint l'âge de dix-huit ans se présentent devant l'Assemblée pour se faire inscrire, introduits par leur père. L'enquête porte sur l'âge et la légitimité de la naissance ou de l'adoption du nouveau citoyen. A la fin de l'enquête, si celle-ci est favorable, le nom du jeune homme est inscrit sur les registres et il a droit désormais de fréquenter l'agora.

L'Assemblée se réunit sur la place publique sous la présidence du *démarque* pour élire ses magistrats et discuter les affaires courantes, spécialement l'administration de ses finances. Les ressources du dème étaient multiples : elles comprenaient entre autres le produit des taxes de résidence perçues sur toute personne étrangère au dème, la location des biens de la communauté, biens communaux proprement dits et biens sacrés et les bénéfices des prêts et des opérations financières.

C'est le démarque qui occupe le premier rang parmi les magistrats du dème. Ses fonctions sont aussi bien d'ordre policier que d'ordre religieux. Il préside l'Assemblée, dirige les délibérations et suit l'ordre du jour fixé d'avance. Il a sous sa garde et conserve sous scellés le registre d'état civil et veille d'une manière générale au patrimoine du dème en

gérant la caisse conjointement avec les tamiai (trésoriers). Il représente son dème à Athènes devant les tribunaux des Hélistes.

Comme chaque dème a son cadastre, c'est encore le démarque qui est le gardien de ce registre. A côté du démarque, il y avait encore comme magistrats, outre les tamiai, des commissaires ou vérificateurs de comptes, des euthynes et des logistes, dont nous n'avons pas grand'chose à dire.

Ainsi chaque dème était une petite cité, un centre de vie municipale, pourvu d'une organisation spéciale autonome, mais relevant de la capitale. La division de l'Attique en cent dèmes eut pour résultat, par le morcellement des régions où se localisaient les factions d'autrefois, d'obtenir l'harmonieux agencement de l'ensemble et d'interdire tout retour offensif des oligarques définitivement éliminés de la République.

Pour obtenir d'une manière plus radicale le mélange politique de l'Attique et parvenir à cette égalité parfaite du citoyen qui est une des gloires d'Athènes, Clisthènes substitua aux quatre tribus d'origine gentile une division en dix tribus dont les noms choisis par l'oracle de Delphes sur une liste de cent héros indigènes et rangés dans un ordre officiel furent les suivants : Erechtheis, Aigeis, Pandionis, Léontis, Acamantis, Oineis, Cecropis, Hippothontis, Aiantis, Antiochis.

Les cent dèmes d'Athènes furent répartis entre ces dix nouvelles tribus à raison de dix par tribus et l'on réunit en une même tribu des dèmes tout à fait séparés ou même éloignés les uns des autres. De cette façon, tout le sol et toute la population fit partie de cadres et d'une organisation tout à fait différents de ce qu'ils étaient auparavant et l'on fut prémuni dans l'avenir contre toute formation de factions politiques, par la suppression de leurs foyers.

Aristote, qui n'est pas toujours tendre pour la République, a fait remarquer dans sa *Politique* que c'est ce système de démembrement de l'Attique qui est le meilleur et le plus propre à assurer les fondements d'une démocratie : « Aug-
 « menter, dit-il, le nombre des tribus et des phratries, réu-
 « nir les fêtes particulières dans quelques fêtes publiques,
 « imaginer tous les moyens possibles pour mêler les citoyens
 « les uns aux autres et disjoindre les associations anté-
 « rieures. »

La constitution des dèmes contribua à réduire les attributions et le rôle dévolu aux naucraries. Elles subsistèrent toujours, mais c'est le démarque qui en assure les principales fonctions. Leur nombre fut porté de 43 à 50 de façon à ce que chaque tribu comprit cinq circonscriptions navales et financières et eut à fournir cinq vaisseaux et dix cavaliers pour la défense nationale.

Pour déterminer le territoire attribué à chaque tribu et établir des cadres intermédiaires entre la tribu et le dème, Clisthènes divisa l'Attique en trois districts : « Clisthènes,
 « dit Aristote (*Constitution d'Athènes*, 21) divisa le territoire
 « de l'Attique en trente circonscriptions, dix pour la région
 « de la ville, dix pour la Paralie, dix pour la Mésogée ; il
 « appela ces circonscriptions *trittyes* et les distribua par le
 « sort entre les dix tribus à raison de trois trittyes par tribu,
 « de telle sorte que chacune des tribus eut une trittye de
 « chaque région. » Ce fut une unité territoriale obtenue en groupant des dèmes contigus et en respectant autant que possible les limites de ces dèmes. Ainsi, les trente trittyes furent réparties de telle sorte que les tribus ne purent avoir de territoire continu. Les tribus ne pouvaient donc, de ce chef, avoir qu'Athènes comme chef-lieu. C'était encore là l'application du même principe : ne point fortifier les orga-

nisations quelles qu'elles fussent, mais les faire toutes dépendre du pouvoir central.

2. — *Constitution du Conseil des Cinq-Cents.*

L'augmentation du nombre des tribus fit, dès lors, automatiquement augmenter le nombre des sénateurs et l'on dut procéder à la réorganisation de la Boulé ou *Conseil des Quatre-Cents*. Le nombre des bouleutes fut porté à cinq cents, de manière que cinquante membres fussent désignés dans chaque tribu et que ces cinquante membres fussent pris dans tous les dèmes, proportionnellement au nombre des démotes. Tout citoyen âgé de plus de trente ans pouvait devenir bouleute.

La Boulé était divisée en dix sections, chaque section restait en permanence durant un dixième de l'année. La section constituée par les cinquante conseillers d'une tribu représentait la Boulé entière ; elle portait le nom de *prytanie*, était subdivisée en cinq commissions dont chacune présidait le Sénat pendant une période de sept jours sous la direction d'un de ses membres, l'*épistate*, dont elle tirait le nom au sort pour un jour, de sorte qu'il était ce jour le vrai maître de la Cité.

Les prytanes en exercice résidaient dans la *Skias* ou Tholos, ainsi appelée à cause de sa forme en rotonde ; ils étaient nourris aux frais de l'Etat. Leur président, l'épistate, est le mandataire suprême du pouvoir de l'Assemblée du peuple ; il est le garde des Sceaux de l'Etat, il tient les clés des Archives et du Trésor public conservé dans l'opisthodomé du Parthénon. Il est pendant sa présidence le chef et le directeur de la Cité.

Après avoir touché à la Boulé, Clisthènes voulut aussi

rajeunir la vieille institution des archontes. Le rôle de ces derniers avait beaucoup diminué depuis la disparition des tyrans. Aussi, en 487, y admit-on les chevaliers. Cette mesure démocratique rabaissait encore la valeur du collège. Le tirage au sort des archontes subsistait toujours à raison d'un archonte par tribu, choisi parmi les 500 candidats désignés par les électeurs des dèmes.

Dans ces nouveaux cadres, tels que les conçut et les exécuta Clisthènes, il n'y a plus maintenant aucune distinction ; tous les Athéniens sont confondus et toute influence locale que la tradition pouvait encore accorder aux nobles ou aux riches propriétaires disparaît. Évidemment les luttes politiques n'ont pas cessé et c'est même là un élément nécessaire dans la vie de la Cité qui contribue à son heureux équilibre ; mais il y a une unité morale, une compréhension profonde de l'union qui doit régner entre tous les citoyens pour conjurer les dangers extérieurs. Vienne l'invasion des armées de Darius et de Xerxès, Athènes saura se dresser avec ses alliés contre les envahisseurs et opposer son unité démocratique à la ruée des masses non organisées de l'Asie pour briser leur téméraire entreprise.

3. — *L'ostracisme.*

Aristote, dans sa *Constitution d'Athènes* (XXII), rapporte que l'ostracisme introduit par Clisthènes dans l'ensemble de ses réformes fut une institution ayant particulièrement un caractère démocratique. On est porté à s'étonner lorsqu'on se rend compte que la loi sur l'ostracisme ne fut appliquée pour la première fois que vingt ans après sa promulgation. Elle n'eut donc aucun effet immédiat sur le

développement des institutions de Clisthènes et ne semble pas avoir contribué à leur efficacité. Pour comprendre ce paradoxe, il faut admettre que l'ostracisme n'a pas été au début ce qu'il est devenu par la suite. Nous savons, en effet, que des familles entières ont été bannies lors des guerres civiles. Plus tard, le législateur aurait désiré forger une arme pour envoyer en exil toute personne et spécialement tout aristocrate qui aurait tenté de renouveler la tentative de Pisistrate et il a probablement voulu que le peuple put frapper d'ostracisme tout perturbateur, sans enquête et sans jugement, mais simplement parce que ce perturbateur était jugé comme dangereux pour la République : c'était viser le chef au lieu de la famille entière. Notre opinion est corroborée par le fait qu'Aristote, après avoir mentionné que, deux ans après la bataille de Marathon (490), le peuple appliqua pour la première fois l'ostracisme (*loc. cit.*, XXII), nous rappelle avec insistance que l'ostracisme était dirigé par Clisthènes contre les amis et partisans de Pisistrate. « L'année suivante, dit-il, un an après Marathon, sous l'archontat de Télésinos, Mégaclês, fils d'Hippocrate fut ostracisé. Ainsi pendant trois ans, ils bannirent les amis du tyran, amis à cause desquels la loi avait été établie. »

Considéré de la sorte, l'ostracisme relève davantage d'une raison d'Etat que d'un acte juridique légal. Il consistait en une sentence d'exil portée par le peuple au moyen d'un veto marqué sur des *ostraca*, sortes de tessons ou coquilles sur lesquels chacun inscrivait le nom de celui qu'il considérait comme un ennemi public ; le vote lui-même s'appelait *ostracophorie*. Ce n'était pas une peine infamante, mais une mesure de garantie de gouvernement, une mesure radicale de police et de salut public. Le banni conserve ses biens, il en garde même la jouissance et il demeure toujours sous la

protection des lois athéniennes, il doit quitter le pays dans les dix jours pour une durée de dix ans et il ne perd point ses droits civils.

Dans bien des cas l'ostracisme entourait l'exilé d'une suprême considération. C'était même le sceau des grandes renommées, tel Aristide, chef du parti aristocratique, surnommé le Juste à cause de ses vertus, exilé en 483 par le parti démocratique et Thémistocle, expulsé en 472, qui préféra se donner la mort plutôt que d'accepter de la part de Xerxès le commandement d'une armée pour combattre sa patrie.

Aristote nous dit encore (*loc. cit.*, 43, 5) que, dans la sixième prytanie, les prytanes mettent aux voix devant l'Assemblée du peuple la question de savoir s'il y a lieu ou non de procéder à une ostracophorie et, en cas d'affirmative, on fixait le jour où elle aurait lieu en Assemblée plénière.

L'ostracisme a été en vigueur dans certaines autres cités républicaines de la Grèce à l'imitation d'Athènes, telles que Argos, Mégare, Milet et Syracuse. Dans cette dernière ville, il portait spécialement le nom de *pétalisme* parce que l'inscription du vote n'avait pas lieu sur des ostraca, mais sur des feuilles de figuier ou d'olivier et nous savons encore moins pour ces villes que pour Athènes comment l'ostracisme était pratiqué.

L'ostracisme a été une des institutions les plus importantes d'Athènes, mais parmi toutes ces institutions, c'est celle dont nous ignorons le plus le fonctionnement et l'histoire. Il y a là une grande lacune de notre connaissance de la vie politique de la cité athénienne. Cette institution tomba d'année en année en désuétude, elle disparut définitivement vers la fin du v^e siècle (417), n'ayant plus aucun motif d'application.

CHAPITRE IX

La défense des institutions démocratiques.

1. — *Athènes aux temps des guerres médiques.*

La grandeur d'Athènes ne manqua pas de susciter l'envie et la jalousie, car la démocratie grandie au dedans et au dehors par suite de sa transformation en Etat maritime était devenue redoutable pour les autres Etats grecs et notamment pour Sparte, la rivale éternelle d'Athènes.

Le conflit entre ces deux puissantes cités assistées de leurs alliés aurait certainement éclaté et ruiné peut-être l'œuvre de Clisthènes si un grand événement n'avait pas mis trêve aux dissentiments en rappelant à tous les Grecs leur communauté de race et d'intérêts, en les faisant entrer dans l'union qui devait les préserver de l'invasion étrangère, nous voulons parler des guerres médiques.

Il n'est pas dans notre plan d'exposer l'histoire détaillée des épisodes célèbres qui contribuèrent à augmenter le prestige d'Athènes. Une armée de 100.000 hommes, sous les ordres de Datis et d'Artapherne, envoyée par le roi des Perses Darius pour châtier les Athéniens du concours prêté aux Ioniens, après avoir détruit Erétrie, marcha sur la capitale de l'Attique et campa dans la plaine de Marathon (490). Neuf mille hoplites athéniens commandés par le polémarque Callimaque et les dix stratèges dont Aristide, Miltiade et

Thémistocle, renforcés de 1.000 Platéens, culbutent l'armée des Perses et la mettent en déroute. Les Athéniens avaient vaincu seuls.

En 480 eut lieu la deuxième invasion sous les ordres mêmes de Xerxès. Là encore, les Athéniens fournirent plus de la moitié des navires qui détruisirent, à Salamine, la flotte du Grand Roi (200 sur 380).

Ainsi, autant et peut-être plus que Sparte la guerrière, Athènes était devenue le centre de la résistance nationale. Elle eut désormais la direction de toute la guerre maritime entreprise contre l'étranger, laissant à Sparte la maîtrise des terres.

Après des guerres médiques, la Cité se releva rapidement de ses ruines, les traces de l'invasion disparurent bien vite et l'on songea à fortifier la ville par la construction d'une enceinte capable de soutenir un siège. De même, et en dépit de la jalousie de Sparte qui craignait la puissance navale toujours grandissante de la Cité démocratique, Thémistocle décide de mettre en chantier de nouvelles trières. Athènes, à l'imitation de Sparte qui était à la tête de la *Confédération des Etats péloponésiens*, se plaça, sous l'impulsion d'Aristide, à la tête de la *Confédération de Délos* qui groupait tous ses alliés (477). Cette confédération maritime comprenait les îles de la mer Egée, les districts de Thrace, de l'Hellespont, de la Propontide avec, comme villes principales, Abdère, Stagire, Lampsaque, Cyzique, Byzance et Chalcédoine, l'île de Rhodes et le district de l'Ionie avec Ephèse, Milet, Phocide et Clazomène. L'autonomie était complète pour chacune de ces alliées dans la direction de ses affaires intérieures, mais la direction militaire et diplomatique était réservée aux Athéniens. Chaque ville payait un tribut fixé tous les quatre ans d'après l'estimation des

ressources. C'est à Délos, la ville sainte, que se trouve la Caisse fédérale administrée par les *hellènotames* ou trésoriers fédéraux, tous Athéniens. Une fois par an se réunissait à Délos l'Assemblée fédérale où chaque ville a son représentant et sa voix. C'est peut-être là le seul exemple, mais très incomplet, que l'on pourrait citer du système représentatif dans l'antiquité classique.

Ainsi après les guerres médiques, Athènes joue un rôle prépondérant et se transforme rapidement en un puissant empire colonial.

Toutes ces victoires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Cité, appelaient une nouvelle extension des droits politiques et une nouvelle réforme s'imposait. A une époque où l'Etat s'appuyait exclusivement sur l'armée de terre, les hoplites faisaient la force de cette armée ; les plus riches citoyens pouvaient s'armer et s'équiper et, comme ils défendaient presque seuls la patrie, il était juste qu'ils eussent quelques droits plus étendus que les autres. Lorsque Athènes devint une puissance maritime, une classe de citoyens, les Thètes, contribua alors à servir le pays pour le moins aussi bien que les autres classes. Nous avons vu jusqu'ici les Thètes faire partie de l'Assemblée du peuple, être électeurs et avoir le droit de contrôle et de vote, cependant ils ne pouvaient exercer aucun emploi public. L'injustice était d'autant plus flagrante que ces hommes, plus que tous les autres, dans les guerres contre les Perses soit comme rameurs, matelots ou archers, avaient contribué pour une part très large à la victoire. Il fallait donc, de toute nécessité, rendre complète l'égalité des citoyens sans distinction subtile de classe ou de fortune. En 477, soit trois ans après le combat naval de Salamine, Aristide, nommé archonte dès 489, proposa et fit accepter un décret qui conférait aux Thètes

le droit d'être élus à toutes les dignités publiques, sauf à celle de l'archontat.

2. — *Les réformes d'Ephialte et de Périclès.*

La puissance créatrice d'Athènes n'était pas encore épuisée. La période qui s'écoule entre la fin des guerres médiques et la guerre du Péloponèse est une période de prospérité sans égale pour la glorieuse Cité. Elle apparaît comme la première ville de la Grèce et nous voyons Pindare célébrer la puissante cité au « front couronné de violettes », l'illustre Athènes, rempart de la Grèce, ville célèbre et vraiment divine.

Une nouvelle génération grandit qui formule de nouvelles revendications. Pendant que le général athénien Cimon guerroyait contre les Perses sur les côtes d'Asie Mineure, Ephialte qui précède de très près Périclès, se mit à la tête du parti démocratique. Poussé au gouvernement par son parti, il acheva la réorganisation judiciaire et assura le triomphe de la démocratie en amoindrissant les pouvoirs de l'Aréopage qui fut privé de son droit de contrôle sur la législation et l'administration publique. Il lui ôta également la juridiction criminelle, crimes contre la Cité, infractions contre l'ordre public ou les particuliers, à l'exception toutefois du meurtre prémédité, ne lui laissant que l'administration des biens sacrés. L'action directe du parti conservateur est désormais réduite à néant.

Périclès, le petit neveu de Clisthènes, réalise encore des réformes conçues en collaboration avec Ephialte.

On peut dire que Périclès fut maître d'Athènes pendant une période de trente ans, de 460 à 429, année de sa mort. C'est une des plus nobles figures que nous présente l'his-

toire. La haute culture, la dignité de son caractère, son honnêteté incorruptible sont assez connues pour que nous n'ayons pas à y insister. Il avait sans doute rêvé de réaliser l'unité de la Grèce, mais les jalousies des cités en perpétuelles rivalités empêchèrent la réalisation de ce rêve, provoquèrent la guerre désastreuse du Péloponèse et désagrégèrent les foyers d'Athènes, de Sparte et des autres grandes villes helléniques. Affaiblie, livrée plus tard aux luttes fratricides, aux dissensions irréductibles, aux déchirements intérieurs, la Grèce s'offrait déjà comme une conquête facile à l'avidé impérialisme romain.

Il ne rentre pas dans notre cadre d'exposer le tableau de la plus belle période que le monde ancien ait connue, la période du siècle de Périclès. Qu'il nous suffise d'indiquer les réformes principales que l'homme d'Etat athénien appliqua à ces modèles puissamment perfectionnés de démocratie que furent successivement les constitutions de Solon, de Clisthènes et d'Ephialte.

Pour achever de donner au peuple le pouvoir politique, il fit accorder une indemnité à quiconque consacre son temps à la chose publique. Ainsi l'institution de ces *misthoi* enlève à ceux qui ont des loisirs le monopole du gouvernement. D'autre part, la création des *clérouchies* (κληρουχίαι), le partage au sort des terres situées hors de l'Attique, dans des pays conquis ou tributaires, permettent la constitution d'avant-postes prêts à supporter les premiers chocs d'une invasion et assurent aux pauvres des moyens d'existence. On comprend que les citoyens qui possédaient de la fortune ne tenaient pas à s'expatrier d'Athènes pour jouir des revenus que cette terre adjugée pouvait leur rapporter. Ce furent principalement les classes pauvres de la population qui purent bénéficier de ces avantages. Il paraît qu'au total

Athènes envoya au dehors 10.000 clérouques en quelques années, à peu près le tiers de ses Thètes.

En même temps, l'archontat était rendu accessible aux Zeugites, puis aux Thètes, à titre de récompense accordée à la valeur des soldats athéniens des guerres médiques. Le prestige des archontes demeurait toujours, mais leur importance n'avait cessé de diminuer. Aussi, poursuivant sa réforme, Périclès décide que la liste de proposition, pour échapper aux influences électorales locales, ne contiendrait plus que cent noms, soit dix par tribu, au lieu des 500 de l'ancienne liste. Les archontes seront ainsi élus suivant le système classique de la *féve*.

Ces réformes furent complétées par la création de nomophylakes, au nombre de sept, chargés de veiller au respect des lois. Ils conservaient un droit de veto contre les actes et les propositions qui blessaient les lois existantes. C'était comme le pouvoir conservateur de la société athénienne.

Il y avait encore à Athènes une multitude de fonctionnaires dont il nous suffira de citer certains noms. C'étaient les policiers ou astynomes, les agoranomes, inspecteurs des marchés, les métronomes, vérificateurs des poids et mesures, enfin les agronomes ou garde-champêtres et les hylotes ou garde-forestiers. En outre, quarante juges de paix parcouraient toute l'Attique pour juger les contestations des citoyens domiciliés hors d'Athènes et que l'absence de loisirs empêchait de se rendre régulièrement dans la capitale. L'organisation judiciaire d'Athènes était complétée par des tribunaux de commerce, par des arbitres que les parties choisissaient et payaient, enfin par l'ancienne Cour des Ephètes dont les attributions étaient encore en vigueur au temps de Démosthène.

On ne sait pas trop ce qui manquait à la démocratie après les réformes de Périclès. Athènes avait, en somme, un régime qui n'admettait aucun intermédiaire ou représentation d'aucune sorte. Depuis que l'Assemblée prit une physionomie véritablement populaire, la classe pauvre y domina et tous les efforts des classes riches, des Eupatrides déçus échouèrent en leur impuissante tentative de restauration.

Dans cette démocratie, arrivée enfin à son complet développement, aucun citoyen n'est le chef de la Cité, il est simplement l'exécuteur des volontés du peuple.

3. — *Athènes aux temps de la guerre du Péloponèse.*

Nous touchons maintenant à une des plus sombres périodes de l'histoire grecque, la guerre du Péloponèse. Ce fut l'antagonisme irréductible entre les deux puissantes cités, Athènes et Sparte, qui déclancha ce conflit désastreux. Sparte attendait depuis longtemps une occasion de manifester ses sentiments hostiles contre sa florissante rivale, dont la prospérité l'humiliait. Chef de la Confédération du Péloponèse qui groupait la plus grande partie des forces continentales de la Grèce, elle avait vu avec inquiétude se former la Confédération de Délos qui mettait Athènes à la tête de forces maritimes et financières considérables. Mais Athènes ne maintenait plus sa domination que par la force, car depuis que les Perses avaient cessé de menacer la Grèce, les villes aspiraient à recouvrer leur indépendance.

La guerre du Péloponèse est un des plus sanglants épisodes de la lutte de deux races et de deux principes, la race dorienne, empreinte de la rudesse des âges héroïques qui ne conçut jamais autrement un gouvernement que sous la forme d'une oligarchie guerrière, d'une caste militaire représentée

par Sparte, sa métropole, protectrice de cette oligarchie dont les actes et le renom ont tout de même laissé des traces profondes dans l'histoire de la civilisation humaine ; la race ionienne, au contraire mobile, imaginative, impressionnable, enthousiaste, avide de liberté et de gloire, prompt aux expériences curieuses et dangereuses, profondément imbue d'esprit démocratique, avec Athènes à sa tête, créatrice d'une civilisation unique par son originalité et par ses actions fécondes. Si la Grèce a marché à l'avant-garde des civilisations antiques, elle le doit à la race ionienne et spécialement à Athènes, la cité démocratique par excellence.

Cette lutte mémorable qui partagea en deux camps non seulement la Grèce, mais la race hellénique toute entière, éclata en 431.

La guerre dans laquelle Athènes devait succomber dura 27 ans, avec des alternatives de succès et de revers pour la République. Sparte ayant obtenu l'alliance des Perses pendant le cours des hostilités, se trouva disposer contre Athènes de ressources inépuisables : la disproportion des forces fut alors trop grande. La Cité était en outre abandonnée par ses alliés, son armée avait été presque entièrement détruite dans la désastreuse expédition de Sicile (415), préconisée par Alcibiade, des troubles intérieurs la déchiraient, la lutte renaissant en pleine guerre sous la pression des événements entre oligarques et démocrates. En 411, le parti oligarchique tenta une révolution. Après s'être débarrassé par la corruption ou l'assassinat d'une partie des démagogues, il profita de l'éloignement de l'armée pour faire voter une nouvelle constitution : le pouvoir fut confié à un Conseil de 400 personnes et 5.000 bourgeois aisés seuls conservèrent les droits politiques. L'Ecclesia fut supprimée ainsi que la Boulé par un coup de force.

Ce gouvernement ne dura guère. Les chefs de la conjuration furent poursuivis et arrêtés par les démocrates et notamment le célèbre rhéteur Antiphon ainsi qu'Archeptolème, le plus fougueux et le plus intransigeant de tous : Antiphon comparut devant le tribunal des Héliastes qui le condamna à boire la ciguë.

L'acte final de la guerre est marqué par la victoire du général spartiate Lysandre à Aegos Potamos (405). La flotte athénienne est entièrement détruite et la fière Cité obligée de capituler (404). La démocratie était vaincue; du moins momentanément, et contrainte d'abdiquer.

Toutes les villes maritimes qui avaient embrassé le parti d'Athènes furent occupées par l'oligarchie triomphante ; Lysandre entra dans la métropole de l'Attique dont il fit raser les Longs Murs, ceux qui reliaient Athènes au Pirée et les fortifications du Pirée même. Tous les anciens alliés et tributaires de la République durent faire partie de la Confédération spartiate et Athènes subit un gouvernement oligarchique.

Sparte se substitue dès lors à sa rivale défaite à la tête de la Grèce insulaire et asiatique. Dans les villes libérées, elle installe un régime qui reprend à son profit l'organisation antérieure. Elle remplace par un *harmoste* lacédémonien l'*épiscope* athénien. Elle substitue au régime démocratique un gouvernement oligarchique où le pouvoir est confié à dix citoyens.

Les villes paient le tribut à Sparte comme elles faisaient auparavant à Athènes. C'est encore l'empire maritime, mais un empire spartiate. Naturellement, cet empire doit être protégé comme auparavant contre toute tentative de la Perse. Mais celle-ci a profité de la guerre du Péloponèse pour rester en scène, comptant bien sur l'effacement d'Athènes qui

lui permit de reprendre les villes perdues de l'Asie. Elle s'est rapprochée de Sparte, son roi Cyrus le Jeune a conclu un traité d'alliance avec elle : le spartiate Lysandre lui est en grande partie redevable de ses victoires.

Athènes est soumise à la domination des *Trente Tyrans* auxquels Sparte donne pleins pouvoirs pour réviser les lois (403). Les Trente ne supprimèrent pas le Sénat ; ils y firent entrer des citoyens ayant précédemment donné des gages à l'oligarchie et sur lesquels ils pouvaient compter. C'est même le Sénat qui fut chargé de juger les citoyens connus pour leur attachement à la démocratie.

Il n'était évidemment pas difficile de perpétrer ce coup de force et de faire triompher le parti oligarchique à peu près dépourvu d'armée et de défenseurs. Les révolutionnaires sentaient combien devait être laborieux d'abolir d'un seul coup un régime populaire auquel les Athéniens étaient habitués depuis bien longtemps. Aussi ils ne perdent pas de temps, essaient de négocier avec Sparte qui rejette leurs propositions et, voulant aller très vite en besogne pour ne pas perdre le pouvoir qu'ils sont résolus à conserver à tout prix, ils gouvernent d'autorité et se débarrassent de leurs adversaires en les faisant périr ou en les exilant en grand nombre.

En 403, sous l'archontat d'Euclide, les Trente sont renversés par Thrasybule, la garnison spartiate installée sur l'Acropole est chassée et la démocratie rétablie. Un comité législatif de *nomothètes* reçut la mission de rechercher et de proposer les modifications qu'il était nécessaire d'introduire dans les lois existantes pour les ramener à l'esprit de l'ancienne constitution. Il y eut une amnistie générale, mais la libération d'Athènes n'est pas complète ; il faut deux victoires des Athéniens sur la flotte lacédémonienne à Cnide (394) et à Naxos (376) pour que les Spartiates se décident à conclure

la paix avec leurs rivaux. Lacédémone, dès lors, décline : ses soldats sont d'abord vaincus à Leuctres (371) par le général thébain Epaminondas. Sparte est entièrement détruite et Thèbes devient ainsi, pour un certain temps, la première puissance grecque. A la bataille de Mantinée (362) Sparte est anéantie définitivement. Athènes, dès lors, reconquiert sa suprématie en Grèce jusqu'à l'époque de l'hégémonie macédonienne avec Philippe et Alexandre.

Nous voici arrivés au terme de notre exposé historique des origines, de l'évolution et de la constitution définitive de la démocratie athénienne, obscurcie et momentanément supprimée par l'oligarchie lacédémonienne, reconstituée peu après grâce à l'énergie de patriotes dévoués à la cause démocratique.

Nous avons vu que le corps même des citoyens n'est pas seulement souverain en principe, mais encore qu'il exerce réellement le gouvernement, sans intermédiaire et que c'est l'*Assemblée du peuple*, l'Ecclesia d'abord, qui exprime le plus complètement la souveraineté populaire. L'Ecclesia délègue une partie de ses pouvoirs au Conseil, la *Boulé*, sa représentation permanente. Un autre mode de représentation de cette souveraineté, à peine moins complet et moins puissant, c'est le jury populaire ou *Héliée* dont pouvait faire partie tout citoyen adulte nommé par le tirage à la fève. Nous ne voudrions pas terminer l'étude des institutions d'Athènes sans examiner le fonctionnement et les attributions de ces collèges au v^e siècle.

CHAPITRE X

Les organes de gouvernement au V^e siècle.

1. — *L'Assemblée.*

Est admis de droit à l'Ecclesia tout habitant d'Athènes ou de l'Attique, fils légitime de parents athéniens, inscrit aux registres du dème sans condition de cens ou de fortune. Le plus pauvre pêcheur de l'Attique pouvait ainsi entrer à l'Assemblée et faire œuvre de citoyen. Le droit de siéger à l'Ecclesia ne peut être perdu que par l'*atimie* (ἀτιμία). Dans le droit attique, l'*atimie* est la privation de la jouissance et de l'exercice de tout ou partie des droits attachés à la qualité de citoyen.

L'*atimie* partielle était encourue du fait de la non libération de dettes envers le Trésor public. Le défaut de paiement à l'échéance avait pour conséquences le doublement de la dette et la confiscation des biens. Aussitôt la dette éteinte, l'*atimie* disparaissait ipso jure et le citoyen recouvrait l'exercice de ses droits civiques (Démosthène, Contre Androtion, 33).

L'*atimie* totale ou complète consistait dans la privation du droit de siéger à l'Assemblée, au Sénat ou dans les tribunaux ; le citoyen frappé ne pouvait intenter aucune action publique, remplir aucune magistrature, ni être entendu comme témoin, il restait même exclu des cérémonies reli-

gieuses (Démosthène, Contre Aristogiton, I, 4). La condition était donc inférieure à celle d'un étranger.

La peine de l'atimie totale frappait ceux qui s'étaient rendus coupables de trahison ; l'Etat confisquait leurs biens par voie de conséquence de cette condamnation. En général, le meurtre, le vol et la corruption des fonctionnaires, la désertion et la lâcheté, les faux témoignages devant les tribunaux étaient passibles de la peine d'atimie totale. La réhabilitation de l'atimie demeurait fort difficile : elle exigeait en faveur de celui qui la proposait l'approbation de l'Assemblée plénière du peuple, soit par six mille suffrages.

Malgré les précautions prises pour éloigner de l'Assemblée les éléments étrangers, un grand nombre de métèques, voire même d'esclaves ou de citoyens déchus de leurs droits, parvenait à se glisser dans son sein. Il y eut, au cours des siècles, tellement d'abus qu'on n'arrivait pas à les réprimer. En 346, on se décida à une révision générale des registres dans tous les dèmes et l'on opéra tant de radiations que les exclus formèrent presque une classe à part (Haussoulier, *La Vie Municipale à Athènes*, p. 50).

Le lieu de réunion de l'Ecclesia est l'Agora, la place du Marché ou bien la Pnyx, située sur une colline proche de l'Acropole et de l'Aréopage, plus tard la réunion se fit dans le théâtre de Dionysos au pied de l'Acropole. Du temps de Clisthènes, ces réunions avaient lieu une fois par prytanie, mais l'ordre du jour devenant de plus en plus chargé, il vint une époque où l'Assemblée se réunissait deux, trois et parfois même quatre fois dans la même prytanie.

C'est de très bon matin que commençaient les séances et elles se prolongeaient souvent jusqu'au crépuscule ; l'Assemblée était convoquée par les prytanes ou par voie d'affiches.

Après la constitution par le tirage au sort du *proèdre* (président) et de l'*épistate* (président des prytanes), on procède à la lecture d'un *probouleuma* ou projet de décret préparé par le Sénat. Une vieille loi de Solon, encore en usage à l'époque de Clisthènes et de Périclès, défendait au président d'introduire et de mettre en délibération aucune proposition sans que le Sénat eut donné son avis (Plutarque, *Solon*, 19). Avant tout débat, on procède à un vote préalable qui décide de l'acceptation immédiate du probouleuma ou de son passage à la discussion.

Tous les citoyens ont le droit de parler, mais il ne semble pas que tous usent de ce droit pour monter à la tribune. Ce sont principalement les chefs de partis, les démagogues plus ou moins influents et les orateurs de profession habiles à manier la parole comme Périclès, Cléon, Eschine ou Démosthène. Le peuple est attentif, sa patience est admirable, il laisse l'orateur arriver au bout de son discours. Aristophane, dans ses « Chevaliers », nous représente la foule « écoutant bouche bée, immobile sur ses bancs de pierre (1119) ».

Le citoyen qui prend la parole peut, si le probouleuma apporté par le Sénat émane de lui, le soutenir devant l'Ecclesia ou, s'il prévoit que le peuple lui est favorable et le Sénat hostile, lui faire adopter un décret qui sera présenté de nouveau par le Sénat à l'Assemblée pour être définitivement adopté ou rejeté.

Tout citoyen exerce le droit d'amendement, c'est-à-dire le droit de proposer une modification au texte du probouleuma et d'opposer un contre-décret se rapportant à la question traitée par le probouleuma. Toutes ces motions, contre-projets ou amendements doivent, avant d'être mis en délibéré, être formulés par écrit et remis au secrétaire qui les

transmet au président. L'Assemblée avait également comme mission de procéder à l'élection des magistrats.

Vers la fin de la séance, lorsque personne ne demandait plus la parole, on passait au vote. Les prytanes et les proèdres mettaient la question aux voix et le héraut demandait à ceux qui sont partisans de la proposition de lever la main. L'épreuve continue jusqu'à ce qu'on ait reconnu une majorité suffisante pour adopter ou rejeter cette proposition. Ce vote à mains levées constitue la *cheirotomia*.

La compétence de l'Assemblée est illimitée et ses décisions sont souveraines. Depuis l'époque où Solon reconnut à l'Assemblée le droit d'élire et de surveiller les magistrats, son autorité augmentée de la mainmise sur le pouvoir législatif et sur la gestion des affaires politiques a régi la société attique jusqu'aux temps de la ruine de la démocratie.

Tout naturellement, l'Ecclesia a le droit de guerre ou de paix. Elle s'occupe de tout ce qui concerne la défense du territoire et des colonies tant sur mer que sur terre. Elle vote les crédits nécessaires pour l'entretien de l'armée et de la marine.

Enfin, c'est l'Assemblée plénière, soit l'Assemblée à 6.000 voix de suffrages, qui décidait, comme nous l'avons vu, de l'application de l'ostracisme à tout citoyen suspect.

Ainsi donc le peuple tout entier se proclame responsable et a pleine conscience de cette responsabilité.

2. — *Le Sénat.*

L'Assemblée du peuple ne siégeant que de loin en loin, il lui fallait bien une représentation permanente : c'est le Sénat, la Boulé ou Conseil des Cinq-Cents qui la réalise.

« Solon, dit Plutarque (*Solon*, 19), en instituant le Sénat

« avait essayé de prévenir les agitations tumultueuses de
 « l'Assemblée : il voulait, en effet, que le peuple ne connût
 « aucune affaire sans qu'elle eut été préalablement examinée
 « par le Conseil des Quatre-Cents. »

Nous avons vu plus haut que le nombre des bouleutes fut porté à cinq cents par Clisthènes. Ils sont répartis entre les dèmes, proportionnellement à leur importance et à raison de cinquante par tribus. Ils sont tirés au sort par la fève et pris parmi les démotés âgés de plus de trente ans qui se portent candidats. Pour le cas où un siège deviendrait vacant pour une raison ou pour une autre, on leur adjoignait par le même tirage un suppléant. Le même citoyen ne pouvait devenir bouleute plus de deux fois et ceci à la condition qu'il y eût un certain intervalle entre son premier mandat d'une durée d'un an et son deuxième (Aristote, *Constitution d'Athènes*, 62, 3). Ainsi que tous les magistrats, ils sont soumis à un droit de censure, la *docimasie* (δοκιμασία) avant leur entrée en charge et tenus de prêter serment.

Les cinq cents membres du Conseil devaient se réunir régulièrement tous les jours, sauf aux jours de fête et aux jours néfastes. On avait institué, à cet effet, un roulement qui consistait à déterminer par le sort l'ordre selon lequel les cinquante bouleutes de chaque tribu seraient appelés à siéger en permanence. Ainsi le temps dans lequel la *tribu en permanence* remplissait ses fonctions était de 35 à 36 jours pendant les années ordinaires et de 38 à 39 jours pour les années intercalaires qui avaient treize mois au lieu de douze. C'est cette période que les Grecs ont appelée une prytanie, les prytanes étant les cinquante bouleutes faisant partie de la tribu siégeant en permanence.

Les prytanes convoquent le Conseil. Les séances ordinaires se tiennent dans le Bouleuterion situé au sud de l'Agora et

les sénateurs occupaient des sièges numérotés. L'atthidographe Philochore nous informe que chaque sénateur s'engageait à ne pas occuper une autre place que la sienne. C'est sans doute pour éviter le groupement par parti que ces places furent assignées par tribu aux membres du Conseil.

Les délibérations étaient, en général, publiques et les sujets à mettre en discussion étaient indiqués à l'avance dans un ordre du jour rédigé par les prytanes. Une fois les délibérations closes le vote avait lieu toujours à mains levées.

Examinons maintenant les principales attributions du Sénat et indiquons son rôle dans le fonctionnement de la démocratie.

Le Sénat avait à délibérer sur les finances, sur la confection des lois, sur les affaires permanentes de la République, sur les alliés ; il devait, en outre, recevoir les tributs et s'occuper des arsenaux et des temples. Ainsi, il imprimait une direction générale à toutes les branches de l'administration par son initiative à proposer des motions nouvelles qui devaient être ratifiées par l'Assemblée du peuple.

Car il ne faut pas oublier que la principale mission du Sénat consistait à préparer les textes, lois et décrets. Il n'était pas investi du droit de décider lui-même et l'Assemblée prononçait en dernier ressort ; mais aucun sujet ne pouvait être mis en délibération dans cette Assemblée avant que le Sénat eut d'abord formulé son avis. Lorsqu'une proposition avait été rejetée par lui, l'auteur de cette proposition devant l'Assemblée, ainsi que nous l'avons vu plus haut, n'avait plus comme dernière ressource qu'à proposer un décret, introduit encore par la Boulé, demandant que ce décret fut définitivement adopté ou rejeté par le peuple.

Le Sénat accorde la première audience aux ambassadeurs et aux hérauts étrangers, il reçoit leurs lettres de créance, il

les introduit et les met en rapport avec l'Ecclesia. On admire ici la sage prévoyance de Solon qui, le premier, organisa la Boulé et entendit prémunir la démocratie naissante des excès, des erreurs, des violences et des errements de la foule.

Nous ne sommes pas bien fixés sur ses attributions judiciaires, mais nous savons que lorsque les attributions de l'Aréopage furent réduites par Clisthènes et Ephialte, les pouvoirs de contrôle et surtout la juridiction pénale de la Boulé s'accrurent considérablement. Elle eut, en particulier, le droit d'infliger aux fonctionnaires l'amende, l'emprisonnement et même la peine de mort. Par la suite, la Boulé put seulement condamner à l'amende, l'*épibolè*, encore cette condamnation n'était-elle pas sans appel au-dessus de 500 drachmes. L'appel était porté en ce cas devant l'Héliée, le tribunal populaire.

Enfin, le Sénat avait la direction et la surveillance de l'administration financière : tous les agents financiers étaient placés sous son contrôle direct. Les fermes d'impôts dont les dossiers sont conservés et classés avec soin ne peuvent être opérées par des polètes qu'après la proclamation des adjudicataires par le Conseil et la constitution par eux des garanties nécessaires. Il en était de même de l'affermage des mines pour une durée de trois ou de dix ans.

Au temps de la première Confédération maritime de Délos, c'est la Boulé qui fixe le tribut des villes alliées. Les *apodectes*, magistrats athéniens établis par Clisthènes, sont chargés de recevoir ces sommes et de les remettre aux *hellenotames*.

L'adjudication des travaux publics restait sous le contrôle étroit du Sénat ainsi que tout ce qui concernait la construction et l'entretien des bâtiments publics, l'établissement des devis et des cahiers de charges,

Les attributions militaires de la Boulé n'étaient pas de moindre importance.

Xénophon (*Helléniques*, VI, 2, 12 et 14) nous dit qu'Athènes pouvait facilement équiper et envoyer en mer une flotte de trois à quatre cents voiles. On conçoit donc que dans une cité qui comptait davantage sur sa flotte que sur son armée, il fallait apporter une grande attention à la surveillance de l'administration maritime. La Boulé s'occupait de tout : mises en chantiers, réparations, entretien des navires et surveillait tout par l'entremise d'une commission de *triéropes* relevant de sa compétence.

Pour l'armée de terre, en dehors d'un droit d'inspection sur le catalogue des hoplites, c'est la cavalerie qui fait l'objet d'un contrôle tout spécial. La liste des cavaliers établie par les *hipparques* lui est soumise annuellement.

Les membres du Sénat sont exempts de service militaire, ils ont droit à des places d'honneur au théâtre. Ils portent une couronne de myrte dans l'exercice de leurs fonctions.

La Boulé se composa de six cents membres, plus tard, en l'année 306, lorsque le nombre des tribus fut porté de dix à douze et il y eut alors douze prytanies. Sous le règne de l'empereur romain Adrien (II^e siècle apr. J.-C.) on revint au nombre de cinq cents. Mais la démocratie était déjà en décadence depuis la domination macédonienne. Son dernier et plus illustre défenseur fut Démosthène dont la haute valeur politique et morale n'eut pas le don d'empêcher son irrémédiable déclin.

3. — L'*Héliée*.

Depuis l'époque de sa constitution, l'*Héliée* a été le tribunal par excellence des Athéniens ; elle désignait tantôt l'ensemble des juges appelés à statuer sur une affaire, : tantôt le lieu où

se réunissaient les juges. Les *hélistes* n'étaient pas des juges au sens moderne du mot, ainsi qu'on pourrait le supposer d'après le terme de *dicastes* sous lequel on les désignait, mais plutôt des jurés. Ce n'étaient pas non plus des fonctionnaires, mais simplement des citoyens investis temporairement de fonctions judiciaires : nous y voyons le peuple constitué en Cour de justice.

Comme l'Héliée formait le tribunal le plus important d'Athènes, le tribunal par excellence, ces deux mots *dicaste* et *héliste* deviennent avec le temps à peu près synonymes.

Leur compétence est, en effet, très large, elle s'est étendue depuis la création de cette juridiction par Solon. Nous avons déjà vu que lorsque Solon réforma la constitution oligarchique d'Athènes, il enleva aux archontes leur privilège de juridiction totale et ne leur laissa que certaines attributions limitées à des cas spéciaux. Il institua donc un certain nombre de tribunaux à compétence fixe et il y eut parmi ceux-ci ét au-dessus de tous l'Héliée, sorte de tribunal d'appel dont ressortissaient les affaires jugées en premier ressort par les cours spéciales.

Solon n'avait reconnu à l'Héliée qu'une juridiction d'appel qui lui assurait des droits sur les arrêts rendus par les magistrats, mais non pas sur les sentences de l'Aréopage. Ce fut la réforme de Clisthènes qui conféra définitivement au peuple cette juridiction. C'est devant ce tribunal d'hélistes ou de dicastes qu'ont été prononcés les plaidoyers célèbres composés par les orateurs grecs.

Le nombre des dicastes (nous donnerons désormais ce nom aux hélistes) devait être limité. Ils étaient 6.000 désignés au moyen d'un tirage au sort dirigé par les archontes. Ce n'est que plus tard, en même temps que s'accroissait le pouvoir de l'Héliée et que le rôle des affaires soumises aux tribunaux

prenait une grande extension qu'on dut appeler un plus grand nombre de citoyens à rendre la justice. Tout citoyen âgé de plus de trente ans qui possédait la jouissance de ses droits civils était admis à s'inscrire sur une liste de laquelle on tirait au sort le nombre de juges nécessaires à constituer le tribunal.

L'Héliée comprenait dix sections. Il y avait donc autant de sections que de tribus et il est probable que ces sections ne correspondaient pas aux tribus. Les sections étaient désignées par les dix premières lettres de l'alphabet et siégeaient dans des locaux spéciaux appelés *dicastères*. Chaque section était composée de six cents membres.

L'héliaste prêtait serment avant d'entrer en fonctions. Le serment d'investiture était général dans toute la Grèce. Tous ceux qui recevaient une délégation du pouvoir souverain s'obligeaient, suivant une formule consacrée, à respecter les engagements pris solennellement devant les dieux et devant les hommes. C'est en quelque sorte un principe de droit public ancien, une coutume profondément inscrite dans la conscience grecque que nous trouvons déjà à l'époque homérique. Même les dieux prêtent serment par la Terre, le Ciel et le Styx.

La formule de ce serment nous a été conservée en partie dans le discours contre Timocrate de l'orateur Démosthène. Le voici tel qu'il a été reconstitué à la suite de découvertes épigraphiques sous le nom de *serment des héliastes*.

« Je voterai selon les lois et les décrets du peuple athénien
« et du Conseil des Cinq-Cents et dans les cas non prévus par
« les lois, selon l'opinion la plus juste sans faveur et sans
« haine. Je ne voterai ni pour un tyran ni pour une oligar-
« chie et si l'on attaque le pouvoir du peuple athénien, si l'on
« parle ou si l'on fait voter à l'encontre, je n'y consentirai

« pas. Je ne serai ni pour une abolition de dettes particu-
« lières, ni pour un partage de terres et des maisons des
« Athéniens. Je ne rappellerai pas les bannis ni les condam-
« nés à mort et je ne prononcerai pas contre ceux qui demeu-
« rent dans le pays un bannissement contraire aux lois éta-
« blies et aux décrets du peuple athénien et du Conseil ; je ne
« le ferai pas moi-même et empêcherai tout autre de le faire.
« Je n'instituerai aucun fonctionnaire qui soit encore comp-
« table pour une autre fonction, ni les neuf archontes, ni le
« hieromnimon ou les fonctionnaires tirés au sort le même
« jour que les neuf archontes, ni héraut, ni ambassadeur,
« ni synèdre. Je ne confierai pas deux fois la même fonction
« à la même personne dans la même année. Je ne recevrai
« pas de présents à titre d'héliaste, ni moi, ni un autre pour
« moi, homme ou femme à ma connaissance sans simulation
« ou manœuvre quelconque. Je ne suis pas âgé de moins de
« trente ans. J'écouterai l'accusateur et l'accusé avec la
« même impartialité et je ferai porter mon vote sur l'objet
« précis de ma poursuite. Je le jure par Zeus, Poseidon,
« Demeter. Si je me parjure que je périsse, moi et ma mai-
« son ; si je suis fidèle à mon serment, puissé-je prospérer. »

Les héliastes étaient convoqués par voie d'affiches par les soins de l'archonte. En pénétrant dans le tribunal, ils recevaient un jeton de présence en plomb, en échange duquel ils pouvaient toucher leur indemnité — 3 oboles — à la fin de la séance.

Les audiences étaient publiques, sauf lorsqu'il s'agissait de procès concernant les mystères, auquel cas on jugeait à huis clos. Les juges avaient une enceinte réservée, ils restaient séparés des assistants par une barrière grillagée à l'intérieur de laquelle ils siégeaient sur des bancs de bois. Les plaideurs étaient placés à part dans des tribunes situées de façon que

les dicastes pussent facilement les voir et entendre leurs discours.

Il nous reste à examiner, pour terminer cette étude, comment les magistrats en exercice étaient nommés et de quelles actions disposaient les citoyens pour défendre leurs droits au sein de la démocratie athénienne.

4. — *La nomination des magistrats.*

C'est encore Aristote qui demeure notre autorité principale et notre meilleure source dans cette question si controversée de la nomination des magistrats. Fustel de Coulanges, dont la conception essentielle consistait à attribuer à toutes les institutions une origine religieuse, a soutenu que le tirage au sort a servi, dès le début, à désigner les archontes (*La Cité Antique*, L. III, Chap. X). La découverte de la *Constitution d'Aristote*, en 1891, a donné raison au grand historien. « Solon, dit Aristote, institua pour le tirage au sort des magistrats une liste de candidats préalablement choisis par « chacune des tribus. Pour les neuf places d'archontes, « chacune présentait dix candidats entre lesquels désignait le « sort. De là vient l'usage qui dure encore de tirer au sort « dans chaque tribu dix candidats et de faire désigner ensuite « les titulaires par la fève. Solon mit aussi le tirage au sort « en rapport avec le système censitaire : la preuve en est dans « la loi sur les trésoriers qui est restée en vigueur jusqu'à « nos jours et qui prescrit de tirer au sort les trésoriers parmi « les pentacosiomédimnes. Telles sont les règles établies « par Solon au sujet des dix archontes (*Constitution d'Athènes*, 8). »

Ainsi, le tirage au sort était une des coutumes les plus répandues chez les Hellènes. Nous la trouvons appliquée par

Athènes dans ses propres colonies et même dans les cités lointaines : il est tout naturel de voir ce système fonctionner dans les clérouchies et les villes de la Confédération de Délos.

Les anciens ont beaucoup critiqué le système de la nomination par la voix du sort.

« C'est folie, fait dire Xénophon à Socrate (*Mémoires*, I, 2, 9), que les magistrats de la Cité soient désignés par la fève, tandis que nul ne voudrait tirer au sort, ni un pilote, ni un maçon, ni un joueur de flûte, ni tout autre homme de métier dont les fautes sont bien moins préjudiciables que celles qu'on commet au gouvernement. »

On doit se rendre compte, ainsi que le fait remarquer M. Glotz (*La Cité Grecque*, p. 249) que ce système supprimait la plaie des manœuvres électorales. « Il faut reconnaître, ajoute cet historien, que les inconvénients du tirage au sort étaient fortement atténués dans la pratique. Les incapables étaient retenus d'y participer par la crainte du ridicule ; les gens de probité douteuse par la perspective de la docimasie. La collégiale des magistrats permettait d'obtenir une honnête moyenne et la nomination d'un président introduisait un choix dans le tirage au sort lui-même. La collaboration d'assesseurs et surtout la présence d'un personnel expérimenté dans les bureaux palliaient l'inexpérience des chefs. »

Ainsi, ce tirage au sort ne s'effectuait pas au hasard, comme on serait tenté de le croire. Evidemment, dans la démocratie athénienne, telle que nous la considérons à l'époque de son plein épanouissement, il était de droit commun que tous les citoyens participassent aux honneurs et il était admis, en principe, que, en dehors de toute autre considération, chacun possédait toutes les aptitudes nécessaires pour exercer ces fonctions publiques. Le sort seul pouvait décider quels

seraient ceux qui sortiraient de la foule pour être préférés aux autres. Mais nous avons vu, d'autre part, dans le texte d'Aristote, que le tirage au sort des magistrats se faisait sur des listes de candidats préalablement choisis dans chacune des tribus alors au nombre de quatre. Plus tard, avec la réforme de Clisthènes et les modifications d'Ephialte et de Périclès, ce tirage, d'après des listes de candidats établies à l'avance, équivalait à peu près à une élection et constituait presque un privilège pour une élite intellectuelle athénienne.

La nomination des magistrats désignés par le sort avait lieu dans le temple de Thésée, sous la surveillance des thesmothètes.

Il y avait aussi des cas où cette nomination se faisait par la voie de l'élection. Dans toutes les circonstances où l'on devait exiger du magistrat une compétence professionnelle ou des connaissances spéciales de la part d'un fonctionnaire, on procédait sur la Pnyx par un vote à mains levées, la préférence de l'Ecclesia se manifestant non point par des bulletins, mais par cette indication plus lumineuse. Ainsi étaient nommés les stratèges et, en général, tous les chefs militaires qui constituait l'état-major de l'armée athénienne.

Avant leur entrée en charge, tous les magistrats désignés soit au sort, soit par l'élection devaient être soumis à la *docimasie*, c'est-à-dire à une épreuve portant sur le point de savoir s'ils remplassaient les conditions requises pour l'exercice des fonctions dont ils venaient d'être investis. On se tromperait fort si l'on imaginait que cette épreuve portait sur la capacité du candidat : il était présumé le plus capable, les inaptes et les gens de mauvaise foi n'ayant aucun intérêt à briguer, en général, ces magistratures.

La docimasie s'appliquait à des points étrangers à la fonction et n'était pas un examen professionnel. On s'assurait que

le magistrat était citoyen et remplissait toutes les conditions requises par la loi pour l'exercice de la magistrature à laquelle il était appelé. On lui demandait s'il s'était acquitté de ses devoirs militaires, s'il payait régulièrement ses impôts au Trésor, s'il avait fait preuve de régularité dans ses mœurs et dans la gestion de sa fortune.

Une fois sortis de charge, les magistrats étaient tenus de rendre compte de la manière dont ils avaient géré leur magistrature. Jusqu'à ce que la reddition fut terminée, l'ancien magistrat n'avait pas le droit de quitter l'Attique et il lui était, en outre, défendu de tester. Il devait se tenir pendant trente jours à la disposition du citoyen qui voulait l'accuser et restait incapable pendant ce temps de remplir une nouvelle magistrature ou d'obtenir une récompense publique.

5. — *La procédure.*

Il est temps maintenant d'examiner l'organisation de la procédure de la *dikè* en droit grec et de la *graphè*.

La puissance judiciaire appartient dans une démocratie à l'ensemble des citoyens qui l'exercent pour le plus grand bien des individus. Les actions qui mettent cette puissance en mouvement sont de deux sortes, les actions privées et les actions publiques.

Les actions privées ou *dikai* n'offrent que peu de particularités à l'étude des institutions grecques. Les parties se présentent devant le magistrat, en principe l'un des archontes chargé d'instruire la cause : c'est l'*anakrîsis* ou examen préliminaire. L'instruction faite, les adversaires sont renvoyés devant le jury, les dicastes qui tranchent le litige et rendent le verdict ou *apophasis*. Notons à ce sujet que les plaideurs ont le droit de se faire assister de conseils ou *synagores* :

ceux-ci prennent la parole à leur place, mais ne peuvent être rémunérés. Ces actions comportaient le paiement d'une indemnité au gagnant.

Les actions publiques ou *graphai* sont à la disposition de tout citoyen, à la condition d'être fondées, sans quoi elles exposent leur auteur à une amende de 1.000 drachmes envers le Trésor. Cette disposition avait été prise pour prévenir des dénonciations inexactes ou mensongères de la part d'un citoyen dans un but de vengeance politique. En certains cas de flagrants délits ou de délits notoires, l'*apagoge* et l'*endeixis* autorisaient quiconque à appréhender le délinquant et à le traîner devant le juge qui rend sa sentence immédiatement.

Une des actions publiques les plus caractéristiques est l'*eisangelie* intentée par tout citoyen à l'auteur d'un crime flagrant contre la sûreté de l'Etat. Aucun texte n'a défini les actes qui tombaient sous le coup de ces accusations tels que conspiration, trahison, haute trahison, manquements de magistrats dans l'exercice de leurs fonctions, en général, tous délits graves dans l'ordre politique. On portait une pareille accusation contre un citoyen qui cherchait à renverser le gouvernement démocratique, contre un orateur corrompu qui donnait de mauvais conseils au peuple à prix d'argent, contre un militaire qui livrait à l'ennemi une place forte, des vaisseaux ou une armée.

Ces actions impliquaient une certaine élasticité favorable quelquefois aux inculpés. C'est pourquoi le droit d'en connaître fut ôté à l'Aréopage et attribué directement à la Boulé, au tribunal des Héliastes ou même à l'Assemblée du peuple, selon le degré de gravité des faits. La peine infligée pouvait être l'amende ou l'emprisonnement, le peuple avait même des pouvoirs illimités allant jusqu'à la peine de mort.

Quand un Athénien poursuivait l'auteur d'un crime ou d'un

délit lésant l'Etat, il demandait un appui moral au peuple par l'action préjudicielle ou *probolè*. Après quoi et fort de ce témoignage populaire, il pouvait introduire une action devant le tribunal compétent.

Tout citoyen présentant à l'Assemblée une proposition « illégale », telle une proposition visant l'emploi du témoignage d'un incapable, étranger ou esclave, devait se faire conférer par l'Assemblée plénière l'*adeia*, sauf-conduit lui assurant l'impunité et le déliant de cette interdiction contraire aux lois. Il fallait une *adeia* pour demander un vote concernant l'emploi des trésors des temples en cas de force majeure ou la rentrée en Attique d'un individu frappé précédemment d'*atimie*.

A défaut d'*adeia*, tout auteur d'une proposition illégale pouvait être poursuivi pour vice de forme ou de fond par la *graphè paranomôn*. Cette action tendait à empêcher un citoyen d'abuser du droit d'initiative. Elle visait à prémunir l'Assemblée contre un emportement ou un mouvement de foule qui eût permis l'adoption de mesures illégales.

Athènes savait mettre un frein aux pouvoirs que détenaient ses citoyens. C'est en se faisant de la sorte violence qu'elle parvenait à contenir les entraînements de son peuple et qu'elle assura au v^e siècle la sage administration de la Cité et le maintien des institutions démocratiques.

CONCLUSION

Athènes et la fortune de la Cité grecque.

Nous avons vu la lente évolution qui a mené Athènes au gouvernement démocratique. Cette victoire est le prix de longs efforts, de violentes interventions, de rigoureuses mesures qui ont érigé le peuple en maître de la Cité, un maître qui vote les lois et en assure la stricte exécution.

Athènes a trouvé une formule d'équilibre parfaite dans laquelle les droits du citoyen harmonieusement accordés à ceux de la puissance publique concourent au bien-être et à la prospérité générales. C'est sa période brillante, celle où la Ville par excellence rayonne d'un splendide éclat dans tout le monde oriental et méditerranéen, où ses idées, ses mœurs, sa constitution, son art inspirent les sociétés nouvelles et leur donnent un modèle qui ne cessera de s'imposer.

Les rapports entre cités ont établi sur le continent, dans les îles ou en Asie Mineure des liens d'amitié autant que d'affaire, liens resserrés d'ailleurs par les nombreuses unions entre nobles ou riches citoyens et étrangères. Pisisstrate épouse une Argienne, Thucydide une Thrace, le grand Périclès lui-même s'attache à la Milésienne Aspasia.

Ces relations fréquentes élargissent les cadres de la Cité :

il s'opère entre villes des rapprochements caractérisés par la formation de ligues, de fédérations, de *sympolities* vivant aux dépens des droits et des prérogatives des villes fédérées.

Nous savons qu'à cette époque le droit de cité fut largement octroyé. Solon, Pisistrate et Clisthènes avaient déjà attiré des gens de métier en Attique, les Athéniens continuèrent et accordèrent cet avantage à de nombreux métèques et à des esclaves. En certains cas, des cités reconnurent ce droit à toute une communauté étrangère : Athènes admet les Eubéens à l'*épigamia* ou droit de contracter mariage avec ses nationaux.

Parfois des traités intervenaient réglant la condition de citoyens étrangers résidant sur le territoire d'une autre cité : ce sont les traités d'*asylia* qui protègent ces ressortissants contre la violence et leur assurent un droit de recours auprès des tribunaux de la nation amie.

Des mesures individuelles peuvent même avantager certains étrangers et leur attribuer d'appréciables privilèges, inviolabilité de personne, droit d'acquérir des immeubles, exemption d'impôts ou leur faire une situation particulière dans la Cité, tel ce titre de *proxène* et d'*évergète*, décerné à un personnage étranger lui assurant une condition d'élite parmi ses compatriotes et le reconnaissant en quelque sorte comme le chef de leur communauté : c'est l'ancêtre de nos consuls.

Les métèques n'avaient pas toujours le droit d'ester en justice : il fallut prévoir dans de nombreuses villes, un magistrat spécial, un prêteur pérégrin chargé de trancher leurs différends, c'est l'office du polémarque à Athènes. Des conventions régleront donc le recours aux tribunaux entre ressortissants de villes différentes ou entre un citoyen autochtone et un étranger.

Par la suite, l'Ecclesia athénienne reconnut à ses tribunaux un privilège de juridiction quand le contrat litigieux avait été conclu sur son territoire, utile mesure de précaution contre certaines cités mal disposées à son égard.

Ainsi, les barrières de la Cité ne résistent pas au temps. Les villes qui entrent dans une union perdent une partie de leur autonomie, le Conseil commun prenant des décisions applicables à tous.

Nous avons déjà vu fonctionner la *Ligue lacédémonienne*, dirigée par Sparte, qui comprit un moment Argos, Corinthe, Mégare et même Athènes après la chute des Pisistratides.

Lors de la victoire commune, Athènes se retira de la ligue. Elle fonda à son tour la *Confédération athénienne*, créée dans un but de défense contre les envahisseurs. Cette confédération est pourvue d'une nombreuse flotte, chaque membre fournit un certain nombre de navires ou, à défaut, verse un tribut ou *phoros* ; mais le tribut n'est pas régulièrement acquitté, aussi Athènes envoie-t-elle souvent des percepteurs, voire même des hommes d'armes, le quérir.

Dès lors, sa suprématie devient vite tyrannique. La dépendance paraît plus pénible à mesurer que le péril des invasions s'éloigne. Athènes fixe à présent en sa Boulé la contribution de chaque ville et, par la suite, forte de ses droits, elle ne craint même pas d'employer cet argent à élever des monuments et embellir l'Acropole.

Au cours des rapports entretenus d'une cité à une autre, nous voyons consacrer les premières règles de droit international. Jusqu'ici le caractère fortement individualiste du Grec distinguait ce qui était de sa ville et ce qui restait étranger. Tout étranger est un ennemi à moins d'avoir été reconnu comme hôte et ses droits sont fortement atténués dans la Cité.

Certaines vieilles coutumes, placées sous l'autorité des dieux, fixaient bien des points particuliers, tels les usages concernant la déclaration de guerre, les lois de l'armistice, le sort des prisonniers, des femmes et des enfants en cas d'assaut d'une ville, etc., mais de nombreuses situations sont réglées au hasard de la force ou de la ruse. Des *symbolai* viennent donc mettre un peu de précision dans ces coutumes primitives. On assigne une durée de trente, cinquante ou même cent ans aux traités conclus entre villes ennemies et on prévoit dans ces conventions une procédure amiable de règlement des conflits : les adversaires ont recours à un arbitre, personnage estimé ou cité indépendante, pour trancher leur différend : ainsi, Sparte départage Athènes et Mégare qui se disputaient Salamine.

La Cité transformée et agrandie a perdu ses caractères primitifs. Les temps ont changé, des idées nouvelles ont apparu qui agissent sur les mœurs et la vie en société.

Cet équilibre social si chèrement acquis devait être vite rompu : c'est que l'intérêt particulier dégénère vite en égoïsme quand il est abandonné à sa propre initiative. La démocratie qui admet l'individu à se gouverner lui-même ne peut toujours lui imposer la barrière, le frein au delà duquel son intérêt est en opposition avec l'intérêt général. L'individualisme exacerbé ne sait plus s'arrêter, l'exaspération de ce droit particulier, de cette souveraineté populaire — qui devient à la longue la souveraine popularité — portera un coup décisif à la puissance de l'Etat démocratique.

Cette évolution est particulièrement sensible dans le domaine des idées sociales où une impitoyable critique fait bon marché des règles de vie essentielles. Philosophes et gens de lettres attaquent ouvertement les principes qui régissent l'organisation de la famille sans susciter la moindre

inquiétude ou désapprobation. Platon tolère les unions illégitimes, à condition qu'elles se cachent. Les hédonistes expriment hautement leur répugnance pour le mariage qui doit faire place à l'union libre. La concubine jouit de toute la sympathie qui est refusée à l'épouse légitime. Les enfants constituent une charge, les pratiques de restriction sont à la mode, on n'aura qu'un enfant pour lui assurer, dit-on, un meilleur avenir. L'avortement est admis si le chef de famille y consent ; quant à l'enfant qu'on n'a pu empêcher de naître, on s'en débarrasse en le mettant à mort ou en l'exposant. Et ces règles de conduite reçoivent l'approbation d'Aristote.

La famille dépérit dès lors et la natalité diminue dans des proportions inquiétantes. Athènes, qui comptait 40.000 citoyens au siècle précédent, n'en a plus que 21.000 à présent ; Sparte comprend 700 hommes en état de porter les armes, alors qu'elle en avait 8.000 cent ans avant.

En même temps sévit la dépopulation des campagnes. Les cultivateurs sont attirés vers la ville par le désir du confort, du luxe, des relations nombreuses ou par l'envie de la politique active.

Comment de telles idées n'auraient-elles pas une influence désastreuse ? Les sentiments de famille s'affaiblissant, les individus isolés durent chercher un nouveau lien social ; ils le trouvèrent dans des groupements de classes, des communautés, des *hétairies* unissant des gens par nationalités, par professions ou par religions. Aussi la solidarité, née au sein de ces groupements, ne fit qu'en rapprocher les membres et accuser les barrières sociales qui séparaient les Grecs.

Mais la grande barrière dressée entre les classes opposées était la puissance de l'argent, le capitalisme nouveau, la *chrématistique*. Le gain convoité a pour unique fin la

recherche du plaisir et la limitation de toute contrainte. Tout s'achète, les consciences même sont soumises à une rude épreuve dans ce marché. La course à l'or marque davantage le fossé entre riches et pauvres. La misère augmente, le contraste est d'autant plus insupportable que le luxe insolent des riches exaspère l'homme malheureux. Une véritable psychologie de classe oppose irréductiblement les possédants aux indigents. La situation reste grave et la bourgeoisie sur laquelle on aurait pu s'appuyer pour ramener la paix a disparu dans cette tempête.

On trouve bien quelques esprits sages, quelques hommes clairvoyants pour prêcher l'apaisement et la modération. Mais comment faire entendre leurs voix ? A côté des gens sensés, il est aussi des utopistes, partisans de solutions inapplicables, tel Platon, apôtre d'un communisme qui s'étendrait aux biens matériels comme aux femmes et aux enfants.

Dès lors, les instincts déchainés jettent les Grecs dans une lutte fratricide. Ce ne sont que pillages, exils, meurtres, confiscations des biens de créanciers par des débiteurs exaspérés. Certes, dans ce sanglant déchirement, Athènes est moins touchée que les autres cités, mais les guerres de classes la frapperont à son tour et l'emporteront bientôt dans la tourmente.

Et que deviennent donc les institutions démocratiques ? Leur mécanisme est complètement faussé. A l'Assemblée, les dénonciations calomnieuses pleuvent, les actions en illégalité, les eisangélies visent à satisfaire des passions personnelles, des rancunes individuelles ou répondent simplement à des motifs futiles.

Le peuple a bien chargé des nomothètes de redresser les erreurs, de signaler les lacunes ou les contradictions. Ces

magistrats siègent en permanence. Que peuvent-ils dans cette licence générale ?

Riches et pauvres désertent l'Ecclésia. Il faudra l'appât d'un gain, la *misthophorie* — ils reçoivent une drachme par séance — pour les y ramener. Encore le travail législatif est-il bien mauvais, dévié par les politiciens de métier, dressés l'un contre l'autre et préoccupés des seuls avantages qu'ils peuvent s'assurer.

Les autres obligations civiques sont également éludées. Les Grecs refusent de siéger au conseil des Héliastes, et, pour ce qui est du devoir fiscal, ils montrent une telle répugnance que l'Etat en est réduit à des expédients qui lui procureront les ressources nécessaires à la vie du pays. Les citoyens n'hésitent pas à se soustraire au devoir militaire, la triérarchie qui a pour but la fourniture et l'entretien des navires servant à la défense de la cité. L'esprit militaire décline lui-même ; Athènes qui comptait autrefois des soldats forts et vaillants voit ses enfants se détourner des exercices et de l'éducation physique : elle devra recourir, pour sa défense, à des mercenaires.

Dans cette cité anéantie, il subsistait encore des voix pour réclamer l'union, l'unité en face des périls extérieurs, mais l'esprit d'indépendance et d'autonomie est plus fort que tout. Certaines fédérations essaient de se reformer : Sparte fortifie pour peu de temps sa *ligue péloponésienne* ; les Béotiens, les Arcadiens, les Chalcidiens veulent se regrouper ; Athènes même retrouve son ancienne *Confédération* qui aurait pu consacrer l'union de tous les Grecs, à nouveau son hégémonie redevient oppressiva.

Il faut attendre la conquête macédonienne et la catastrophe de *Chéronée* (338) pour voir se former en Grèce une ligue qui fonctionnera, du reste, sous la contrainte du roi Phi-

lippe, la *ligue de Corinthe*. Chaque cité conserve son autonomie, mais elle ne peut toucher à sa constitution. Tous les Hellènes sont ainsi groupés par ordre du Macédonien : le premier acte de la ligue de Corinthe sera la déclaration de guerre aux Perses et la désignation de Philippe comme stratège.

La Cité grecque a donc vécu. Du moins, avant de mourir, a-t-elle projeté sur le monde une lumière qui demeure toujours vive. L'influence politique de la civilisation grecque a pu sembler faible avant la Révolution française, alors que les Etats modernes étaient constitués en monarchies. Nos démocraties contemporaines ont rendu un intérêt d'actualité à l'étude des constitutions antiques.

L'examen de la constitution athénienne nous montre un certain nombre de points faibles : le pouvoir exécutif manquait peut-être d'une continuité qui le mit à l'abri des improvisations hâtives et des entraînements irréfléchis ; les fonctions judiciaires étaient réparties, éparpillées entre de trop nombreux citoyens, ce qui nuisait à leur force, à leur cohésion et ne plaçait toujours pas la justice au dessus des mouvements et des passions de la foule.

Ces imperfections soulignées, n'oublions pas qu'Athènes a été la première Cité à « déclarer » les droits et devoirs du citoyen et ceci à une époque où des oligarchies opprimantes ployaient les peuples sous leur joug. Les Grecs ont mis au service de l'Etat un esprit civique discipliné, courageux, acceptant fièrement pour le salut commun la bonne comme la mauvaise fortune. C'est encore un des aspects du miracle grec.

Quel profit pourrions-nous tirer de l'étude du gouvernement du peuple grec ? Rappelons-nous que cette œuvre

a été conçue et réalisée dans le champ clos des petites cités autonomes dont l'esprit d'indépendance n'admettait chez elles aucune ingérence, ni intervention, grecque ou étrangère. Et, d'ailleurs, on peut se demander si une constitution qui excluait les nombreux esclaves des Assemblées dirigeantes et remettait l'autorité entre les mains d'une élite de citoyens a véritablement institué un gouvernement démocratique tel que nous le concevons à notre époque.

Nos conditions d'existence sont trop différentes de celles des Anciens pour que nous cherchions à nous inspirer de l'esprit de leurs institutions. Autres temps, autres mœurs. Nous avons nos démocraties qui ont aussi déçu bien des espoirs mis en elles. Certes, nous revendiquons comme un droit les idées de liberté et d'égalité, mais au nom même peut-être de ces idées des erreurs ont été commises, erreurs fatales au développement de l'idéal démocratique. Ne voyons-nous pas déjà, dans nos mœurs et dans nos institutions, tout comme nos illustres devanciers, d'identiques signes avant-coureurs d'une éclipse de cet idéal ? L'avenir seul dira qui a eu raison.

Pour nous, il aura suffi d'avoir fait ressortir dans cette contribution la force, la sagesse, la souplesse et la beauté du génie grec qui restera pour tous un éternel sujet d'admiration.

Vu :

Le Président de Thèse,
Joseph BARTHÉLEMY.

Vu :

Le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

DAREMBERG et SAGLIO. — Dictionnaire des Antiquités.

E. CURTIUS. — Histoire grecque (trad. Bouché-Leclercq).

Ed. MEYER. — Histoire de l'Antiquité (trad. David et More).

FUSTEL DE COULANGES. — La Cité antique.

G. GLOTZ. — La solidarité de la famille dans le droit criminel en Grèce.

» Etudes sociales et juridiques sur l'antiquité grecque.

» La Cité grecque.

» Histoire grecque.

E. CAVAIGNAC. — Histoire de l'Antiquité.

Ad. REINACH. — L'Hellénisation du Monde Antique.

A. CROISSET. — Les démocraties antiques.

M. CROISSET. — La civilisation hellénique.

A. JARDÉ. — La formation du peuple grec.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Les sources du droit grec et la conception du droit chez les Hellènes.

CHAPITRE I. — Le droit primitif et les origines de la famille et du génos.

CHAPITRE II. — Athènes, ses origines et ses premiers groupements

CHAPITRE III. — La Cité primitive.

CHAPITRE IV. — La naissance de la démocratie.

CHAPITRE V. — La loi écrite et la réforme législative de Dracon.

CHAPITRE VI. — Les réformes de Solon.

CHAPITRE VII. — Le gouvernement des Pisistratides.

CHAPITRE VIII. — Les réformes de Clisthènes.

CHAPITRE IX. — La défense des institutions démocratiques.

CHAPITRE X. — Les organes de gouvernement au Ve siècle.

CONCLUSION. — Athènes et la fortune de la Cité.
